

# #43

prix 1,50 euro | 53e année | septembre-octobre 2009

BELGIE-BELGIQUE

P.B. 1/9352

BUREAU DE DÉPÔT

BRUXELLES 7

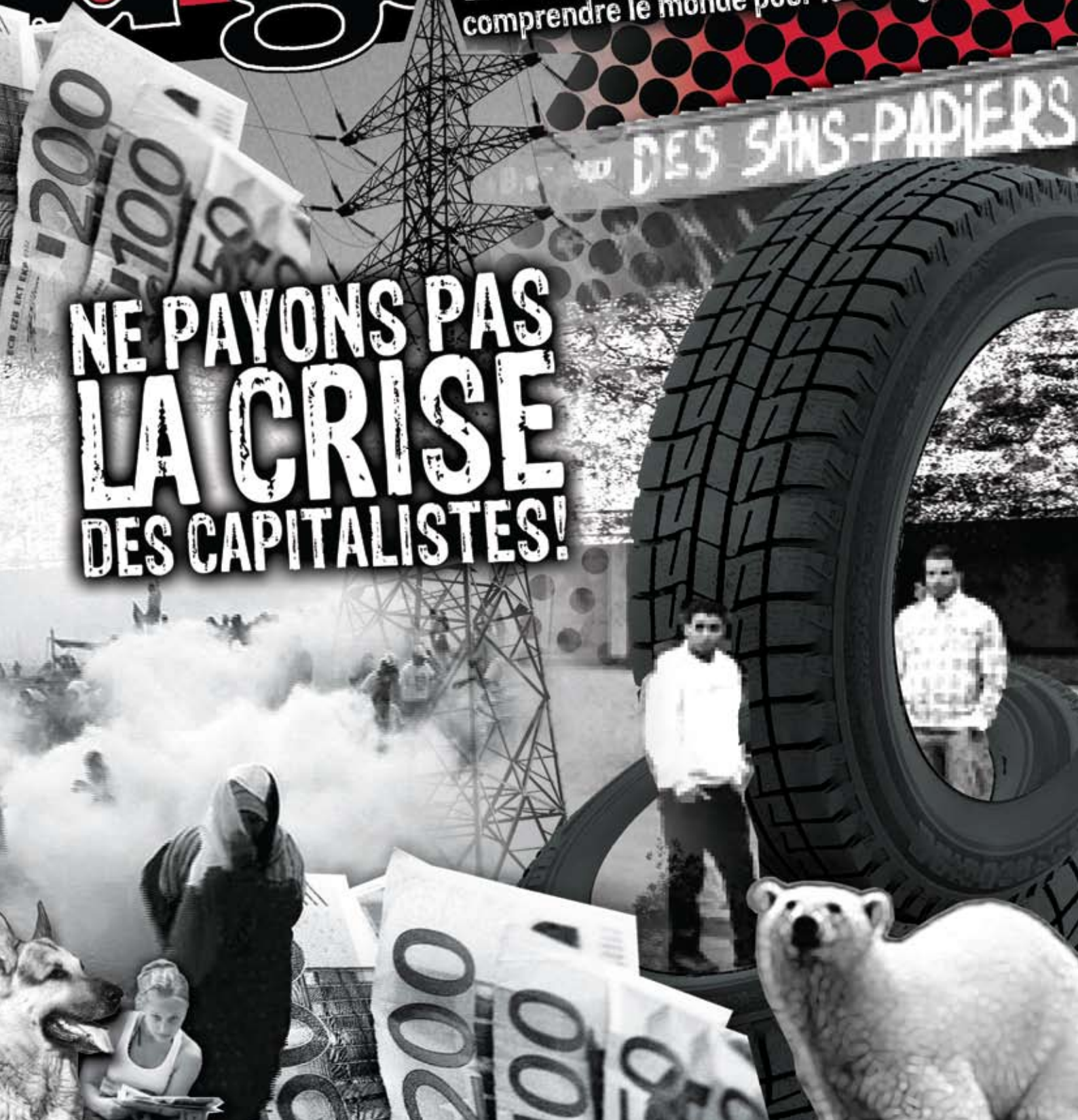
SEPT-OCT 2009

# la gauche

comprendre le monde pour le changer

NE PAYONS PAS  
LA CRISE  
DES CAPITALISTES!

DES SANS-PAPIERS



- 3 **edito:** Tous et toutes en lutte contre la rentrée anti-sociale *par Céline Caudron*
- 4 **crise belge:** l'Etat au bord de la faillite? *par Jan Willems*
- 7 **crise mondiale:** Payer la crise des capitalistes n'est pas une fatalité *par Jan Willems*
- 13 **climat:** Pourquoi nous aligner sur les recommandations du GIEC? *par Francis Taylor*
- 14 **climat:** Sommet climatique à Copenhague *par Francis Taylor*
- 15 **climat:** Nous n'aimons pas le chou *par David Dessers*
- 16 **reb-elles:** Stop à la violence, Stop à la culture du porno *par Evie et Anneleen*
- 19 **camp des jeunes:** récit du camp des jeunes de la Quatrième Internationale
- 20 **Electrabel:** Face au racket, nationalisons le secteur de l'énergie *par Jan Willems*
- 21 **sans-papiers:** Quatrième mois d'occupation de la gare de Bressoux *interview de France Arets par Denis Horman*
- 24 **Tecteo:** Attaque en règle contre les travailleurs et leur statut de service public *par Denis Horman*
- 26 **Moyen-Orient:** La campagne internationale Boycott Désinvestissement Sanctions contre Israël: le décollage! *par Dominique Waroquiez*
- 28 **Iran:** Répression féroce contre les travailleurs *par Guy Van Sinoy*
- 30 **Iran:** un régime dictatorial profondément divisé *par Babak Kia*
- 34 **liberté:** La "no fly list": un nouvel instrument contre la liberté d'expression *par Paul-Emile Dupret*
- 36 **Europe:** Interview de Joe Higgins, député européen du Socialist Party (Irlande) *par David Dessers*
- 39 **livres:** Marx, mode d'emploi, texte de Daniel Bensaïd / Du passé faisons table rase, Thierry Jonquet *par Guy Van Sinoy*



**Ont collaboré à ce numéro:**

Anneleen, Ataulfo Riera, Babak Kia, Céline Caudron, Chris Den Hond, David Dessers, Denis Horman, Dominique Waroquiez, Evie, France Arets, Francis Taylor, Guy Van Sinoy, Jan Willems, Little Shiva, Michèle Marteaux, Nicolas Beuserie, Paul-Emile Dupret

*La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire LCR, section belge de la Quatrième Internationale.*

*Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.*

*Adresse et contact: 20, rue Plantin, 1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

*Tarifs et abonnements: 1,5 € par numéro; 8 € par an.*

*A verser sur le n° de compte de la Formation Léon Lesoil: 001-0728451-57 mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée par la Formation Léon Lesoil**  
e.r.: David Dessers  
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles



# Tous et toutes en lutte contre la rentrée anti-sociale

par Céline Caudron

Les gesticulations gouvernementales et médiatiques se veulent optimistes en faisant croire à une "reprise" puisque les bourses reverdissent. Seules "ombres au tableau" : le déficit budgétaire de 25 milliards et les milliers de pertes d'emploi. Pourtant, si "reprise" il y a, c'est bien celle, vigoureuse, des attaques patronales et des mesures d'austérité. Et l'actuelle "ombre au tableau" n'est encore que le petit orteil du glouton qui s'appête à dévorer nos emplois et nos acquis sociaux.

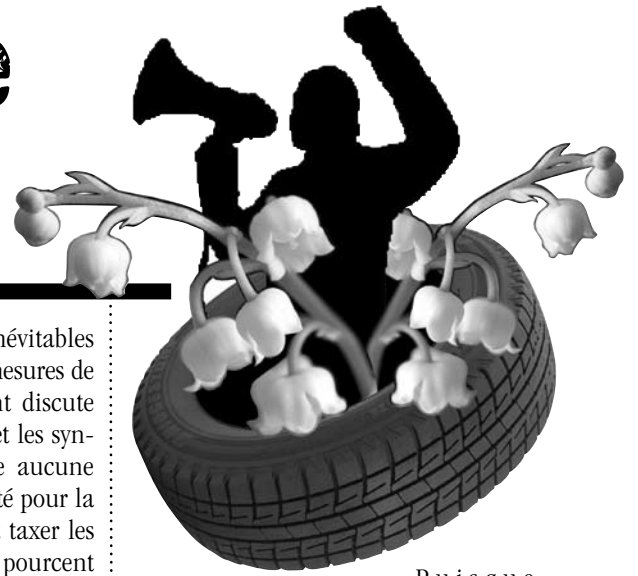
Il ne s'agit pas de "dramatiser dangereusement", mais de constater une réalité qui se manifeste de plus en plus : les conséquences de la crise globale du capitalisme retombent sur la majorité sociale -les travailleurs/euses, les usagers/ères, les jeunes, les femmes, les personnes d'origine étrangère- cette majorité de la population qui n'y est pour rien. Pendant ce temps, les vrais responsables continuent à faire des profits, à se partager des dividendes, à distribuer des bonus aux traders méritants et à se frotter les mains de la remontée des valeurs boursières.

Le PS Jean-Claude Marcourt déclare dans La Libre qu'il n'y aurait pas d'austérité. Le lendemain, sa collègue CDH Marie-Dominique Simonet annonce que, pour économiser quelques millions, le gouvernement fera travailler davantage les professeurs, supprimera les conseillers en prévention contre les accidents du travail dans l'enseignement ou encore révisera le système de prépensions dès 2011.

Les attaques aux emplois et aux services publics sont présentées

par le gouvernement comme inévitables alors que, à l'ordre du jour de mesures de "relance" que le gouvernement discute pour l'instant avec le patronat et les syndicats, n'apparaît par exemple aucune ébauche de réforme de la fiscalité pour la rendre réellement progressive et taxer les grosses fortunes. Pourtant, un pourcent des belges détiennent à eux seuls 25% des richesses nationales, soit autour de 500 milliards... Si les idées originales fusent à travers les partis gouvernementaux pour "faire payer les banques" et "éviter de nouveaux dérapages", il n'est toujours pas question de levée du secret bancaire et il leur semble tout à fait normal de rembourser entièrement, avec les intérêts, la dette contractée sous forme de bons d'Etat, obligations ou autres auprès de ceux-là mêmes qui hier spéculaient sur les subprimes. L'énorme coût social de l'austérité servira donc à payer ceux qui portent la responsabilité de la crise.

Encore des cadeaux au patronat, des négociations de plans sociaux, des travailleurs/euses sur le carreau ? Et pourquoi pas appliquer aux entreprises comme Opel Anvers le principe de nationalisation que les ministres de droite comme de gauche ont admis de manière quasi consensuelle il y a quelques mois pour les banques ? Mais, cette fois, quitte à nationaliser, autant le faire bien : en réquisitionnant l'entreprise, avec le maintien de tous les emplois, pour la placer sous le contrôle des travailleurs/euses et de la population qui puissent alors décider démocratiquement de sa reconversion vers une production socialement utile et écologiquement responsable, comme par exemple la construction de bus pour développer les transports en commun, étant donné que la crise capitaliste est aussi une crise climatique.



Puisque, effectivement "le capitalisme nuit gravement à la santé", il est temps d'en tirer les conclusions qui s'imposent, de passer des paroles aux actions pour mettre à terre ce système pourri qui accumule le profit dans les mains d'une minorité et la misère sur le dos d'une majorité. Face à l'arrogance de la droite qui veut sabrer dans les dépenses publiques (santé, enseignement, services publics) et refuse de faire payer les banques responsables de la crise, nous appelons le mouvement syndical à faire entendre sa voix. En premier lieu en organisant une manifestation nationale en front commun syndical à Bruxelles.

Quand on lutte, on n'est pas certain de gagner. Par contre, quand on ne lutte pas, on est certain de perdre. Cet été, les travailleurs de Bridgestone à Frameries ont tenu deux mois. Deux mois de grève en solidarité avec huit collègues licenciés. Deux mois de grève contre l'arrogance patronale. Comme l'ont osé les travailleurs de Bridgestone, il est temps de se mobiliser. Mais on ne peut pas continuer à le faire entreprise par entreprise, secteur par secteur. Il nous faut un mouvement d'ampleur, tous et toutes ensemble, dans les entreprises du privé et du public, les écoles, les quartiers, en front commun, contre la rentrée anti-sociale. Il est temps de s'organiser, en Belgique et en Europe, pour refonder un anticapitalisme conséquent, dans les luttes et dans une opposition offensive. C'est la seule façon de défendre sa dignité, de ne pas se faire plumer, de ne pas payer leurs crises et de gagner plus de justice. ■

LA CRISE A BON DOS...



# L'Etat au bord de la faillite?

**Exigeons que l'on prenne les milliards qui manquent dans les coffres de la grande bourgeoisie belge!**

✦ par Jan Willems

## L'état belge virtuellement en faillite?

Comme partout, l'économie belge a été frappée de plein fouet par la crise. Selon le Bureau du Plan, le Produit Intérieur Brut (PIB) se réduira de 3,8% en 2009, ce qui en fait une des deux plus graves crises depuis 1945. Bien que selon ces mêmes estimations, la croissance redeviendra positive en 2011, on projette un taux de chômage qui se maintiendra au-delà des 15% pour de nombreuses années.

La crise va fortement détériorer les finances publiques. D'une part la hausse du chômage augmente les dépenses de l'Etat et d'autre part la baisse des revenus, de la consommation des ménages et des bénéfices des entreprises réduisent les recettes. A quoi il faut ajouter les 20 milliards offerts par l'Etat pour soutenir les grandes banques capitalistes. Selon les analystes, l'endettement de l'Etat passerait de 83% du PIB en 2008 à 100% en 2010 et au-delà de 110% en 2015. Il faudrait atteindre 2019 pour atteindre le niveau actuel d'endettement de l'Etat à condition, selon ces prévisions, de poursuivre des politiques d'austérités très dures pendant une décennie entière. Cela fait dire à Vanhengel, le ministre fédéral du budget, que la Belgique est "virtuellement en faillite". D'autres économistes de premier plan comme l'ex-sénateur VLD Paul de Grauwe déclare que tels propos sont irresponsables et fantaisistes. Ce qui est sûr c'est qu'une partie des politiciens de la bourgeoisie prépare la population à des plans d'austérité brutaux qui n'auront rien de virtuels, eux. On conditionne la population en lui présentant comme inévitable l'option de se serrer la ceinture pendant au moins une décennie.

L'Etat belge est évidemment loin d'être en banqueroute, même si la dette dépass-

sait les 110% du PIB. La dette de l'Etat japonais a dépassé les 170% du PIB au début de cette décennie et le gouvernement Japonais a pu continuer à obtenir ses prêts. Le problème n'est pas tant une faillite que la

**Ce sont les cadeaux octroyés à la bourgeoisie qui ont entretenu la dette de l'Etat.**

Au début des années 1980, les gouvernements chrétiens-libéraux de Martens ont mis en place des centres de coordi-



	2007	2008	2009	2010	2011
<b>croissance du PIB</b>	2.8	1.2	-3.8	0	2.4
<b>emploi intérieur (variations en milliers)</b>	77.4	71.6	-36.6	-53.2	17.2
<b>taux de chômage</b>	12.6	11.8	13.2	14.9	15.2
<b>déficit public annuel (% du PIB)</b>	-0.3	-1.2	-4.3	-5.6	-5.9
<b>dette publique (% du PIB)</b>	83.9	89.3	93.8	97.9	100

charge de l'intérêt de la dette, qui pourrait s'élever autour de 5% du PIB. Cela signifie que sur 100 euros de richesse créé par un travailleur, 5 euros serviront simplement à payer les intérêts de la dette aux créanciers de l'Etat, c'est-à-dire principalement à la bourgeoisie. Pour garder la dette publique sous contrôle, les politiciens bourgeois n'ont que deux stratégies : réduire les dépenses par l'austérité et augmenter les impôts. Les gouvernements, régionaux et fédéral, ne comptent pas remettre fondamentalement en cause les politiques fiscales en faveur de la bourgeoisie et des entreprises capitalistes qu'ils appliquent depuis trente ans.

nation financière grâce auquel les multinationales payaient trente fois moins d'impôts grâce à des taux de taxation compris entre 1 et 0,01%!

Les gouvernements chrétiens-socialistes de Dehaene ont baissé le taux d'imposition de la tranche des revenus située au-delà du seuil équivalent au triple du salaire moyen belge de 71 à 50%. Ils ont aussi supprimé l'impôt sur les plus values boursières (encourageant ainsi la spéculation financière)... des milliards de cadeaux au 1% le plus riche des belges.

Avec les gouvernements libéraux-socialistes de Verhofstadt, Reynders et Di Rupo, grâce

à des entourloupes comme les fameux intérêts notionnels, le niveau d'imposition effectif des bénéficiaires des sociétés privées est tombé à moins de 24%, de l'aveu même du ministre des finances ! Et évidemment, les diverses exemptions fiscales du genre des contrats "Rosetta" (du nom du film poignant des frères Dardenne mais c'est bien là le seul aspect social de ces contrats) imaginés par la PS Laurette Onkelinx pour permettre aux entreprises de ne pas payer leurs cotisations à la sécu pendant plusieurs mois pour chaque jeune que les entreprises embauchent, mesures qui ont creusé le trou de la sécurité sociale.

L'administration fiscale est sous-équipée et manque de personnel, ce qui facilite la grande fraude fiscale. Et même lorsque les fonctionnaires du fisc décident de poursuivre une grande entreprise pour fraude comme la banque KB, dont la filiale la KB-Lux a aidé ses clients à détourner 15 milliards d'euros dans le paradis fiscal luxembourgeois, les capitalistes peuvent compter sur la bienveillance du gouvernement. Au lieu de payer l'amende prévue de 1000%, le ministre des finances, dans sa grande clémence, ne fit payer à la KB qu'une amende de... 40% ! Une véritable incitation à frauder encore plus. La famille Boël qui dispose d'une fortune immobilière estimée à 45 millions d'euros a éludé l'impôt des successions de 30% en créant une société dénommée Domanoy. Officiellement leurs châteaux sont maintenant des biens de sociétés, mais qu'ils occupent comme avant. Par contre les héritiers des familles populaires qui ont acheté une petite maison à St-Gilles du temps où c'était encore abordable paieront des droits de succession au prix fort, certains n'auront comme choix que de vendre la maison de leur parent ou de leur conjoint(e) pour payer ces impôts. Les lois fiscales qui couvrent les biens des sociétés privées (véhicule, immobilier, essence) sont autant de failles dans lequel les experts fiscaux des familles milliardaires s'engouffrent pour échapper à l'impôt.

### **L'argent pour rembourser la dette, il y en a ... chez les grands bourgeois belges.**

Car l'argent, contrairement aux dires des médias et des politiciens qui défendent la grande bourgeoisie, il y en a et plus qu'assez pour rembourser la dette. Même à 110% du PIB, la dette reste inférieure à 400 milliards d'euros. Le total des actifs financiers et immobiliers belges déclarés s'élevait il y a

10 ans à 1500 milliards. En tenant compte des forts gains de la décennie précédente, le chiffre est aujourd'hui probablement plus proche des 2000 milliards. On sait que le 1% des plus riches belges détiennent à eux seuls 25% de ces richesses, soit autour de 500 milliards ! Voilà la caisse dans la laquelle on peut ponctionner pour rembourser la dette de l'Etat.

Car n'oublions pas d'où vient cette fortune. Elle provient notamment de la spéculation boursière et immobilière qui a créé cette crise (voir ci-dessus). Elle provient de ces profits qui ont été obtenus en exploitant de plus en plus les travailleurs ces trente dernières années par le biais des licenciements, de l'accroissement des charges et des rythmes de travail (et les accidents qui les accompagnent) ainsi que par la précarisation du travail (CDD, intérim, faux indépendants)... C'est celle qui s'est faite sur le dos des travailleuses et travailleurs !

Si l'on n'impose pas un changement radical du système fiscal et que les gouvernements continuent à octroyer ces cadeaux fiscaux aux super riches, on sait que va arriver : ce seront les travailleurs qui vont se serrer la ceinture. Mais si en moyenne chaque individu qui fait partie du 1% le plus riche de la population belge doit posséder autour de 10 millions, l'immense majorité des travailleurs ne dispose dans le meilleur des cas que d'une petite épargne de quelques milliers d'euros et de la maison ou l'appartement qu'ils habitent. Et c'est eux qui devraient se sacrifier pour payer une crise dont ils sont les premières victimes, pendant que les coupables eux continuent à spéculer, à s'offrir des Rolls et des robes à vingt mille euros !

### **Un programme de droite dure qui vise à faire payer les classes populaires, quelles que soient les couleurs des partis de gouvernements.**

Dans cette crise, si le monde du travail n'arrive pas à se mobiliser pour imposer un programme radical visant à supprimer les cadeaux fiscaux aux riches et à leur imposer un prélèvement sur leurs grandes fortunes, les gouvernements appliqueront un programme de droite dure, quelle que soit la coalition de partis aux différents niveaux de gouvernements, fédéral ou régional.

Concrètement, si l'on refuse de faire payer aux riches la crise qu'ils ont créée, il n'y a guère d'autres options que d'écraser la population laborieuse sous de nouvelles taxes

et d'accélérer le démantèlement de la sécurité sociale et des autres services publics. Bien sûr la participation des socialistes, des écologistes et des conservateurs chrétiens dans les différents niveaux de gouvernements pose quelques problèmes pour appliquer ouvertement une politique de droite dure anti-ouvrière et antisociale. La politique frontale de droite défendue par les libéraux n'a pas convaincu les travailleurs à Bruxelles, en Wallonie ou en Flandres. Ce sont les conservateurs chrétiens au nord et les écologistes au sud qui offraient une politique moins ouvertement antisociale qui ont été les gagnants des dernières élections. Les socialistes francophones ont joué et bénéficié de la peur "du bain de sang social" qui suivrait une victoire des libéraux. Mais quels que soient leurs discours, tous ces partis ont la même optique. Il s'agit de rembourser la dette sans fondamentalement modifier les exemptions fiscales accordées aux plus riches depuis trente ans. Alors l'équation est la même, qu'ils le fassent ouvertement comme libéraux ou la droite populiste, ou qu'ils le cachent comme les conservateurs chrétiens, les socialistes et les écologistes.

On voit déjà se profiler les attaques contre les salariés de la fonction publique. Selon la ministre CDH Simonet, les enseignants devraient travailler plus chaque semaine tout en reculant l'âge de la retraite. "Ils ne travaillent que 20 à 22h par semaine !" déclarait la ministre à la RTBF en oubliant bien sûr de mentionner le travail des enseignants en dehors de leurs cours. Ces mensonges visent à désolidariser les travailleurs et à faire passer les fonctionnaires pour des privilégiés. Mais rien ne dit que les enseignants resteront sans réagir aux contre-vérités de la ministre. Le gouvernement propose de supprimer des conseillers en prévention contre les accidents du travail pour économiser 6,5 millions d'euro. Pour faire des économies, commençons plutôt par engager plus de personnel au Service Public Fédéral (SPF) Finances pour lutter contre la fraude fiscale des riches qui coûte des dizaines de milliards d'euros au trésor public chaque année. Partout, les taxes locales augmentent, parfois de 50% comme sur les poubelles dans de nombreuses communes. La direction du SPF Finances a passé un accord avec le SPF Intérieur pour que les contraventions non payées soient directement incluses dans le calcul de l'impôt des citoyens. Il faut que l'argent rentre... mais l'argent des petits seulement. →

Ce n'est qu'un début. Si la dette publique évolue comme les analystes le prévoient, les charges d'intérêts pourraient dépasser les 25 milliards par an. Il faudra donc racketter plus la population et sabrer plus dans les services publics et les prestations sociales. La Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), l'association patronale belge, n'y va pas par quatre chemins. Elle propose carrément d'économiser 5 milliards d'euros en ne renouvelant pas des dizaines de milliers fonctionnaires qui partent à la retraite. Elle propose aussi de bloquer le niveau des dépenses de santé, il est vrai que les patrons peuvent s'offrir des cliniques privées.

**Les travailleuses et travailleurs, les allocataires sociaux, les pensionnées et pensionnés ne peuvent compter que sur leurs propres luttes pour éviter de payer cette crise à la place de la bourgeoisie.**

On ne peut évidemment pas faire confiance aux partis de gouvernement, même ceux qui prétendent défendre les acquis sociaux comme les socialistes, les verts, voire les conservateurs chrétiens. Bien naïf est celui qui croit encore Laurette Onkelinx lorsqu'elle déclare : "pour rééquilibrer le budget, il faut quelque chose de fort sur les banques. C'est aussi simple que ça." tout en se gardant bien de dire ce que concrètement sera "ce quelque chose de fort"... Un autre plan Rosetta de son cru peut-être ? Ou alors attaquer des milliers d'enseignants comme elle l'a fait lorsqu'elle était ministre à la Communauté française dans les années 1990 ? Comme ministre, elle a accepté les intérêts notionnels de Reynders et tous autres les cadeaux fiscaux que les gouvernements ont distribués aux patrons. Et les socialistes sont dans tous les gouvernements de manière ininterrompue depuis plus de vingt ans. Les verts, du fait de leur faible implantation dans les milieux populaires, virent à droite bien plus vite encore que les socialistes et proposeront des taxes vertes qu'ils prétendent faire payer à tous, riches comme pauvres, sauf que les riches peuvent s'offrir des bons conseillers fiscaux pour les éluder.

Que proposent les directions syndicales ? Le secrétaire général FGTB wallonne, Bodson écrit des propos assez radicaux dans sa carte blanche au journal Le Soir : "Tôt ou tard, il faudra bien oser une fiscalité sur les revenus du capital et appliquer la levée du secret bancaire. Il faudra bien braver le tabou de la réduction collective du temps de travail

comme solution au chômage. Il faudra bien envisager, enfin, de sortir du « capitalisme du désastre » pour construire un autre modèle, basé sur la solidarité, le développement durable et la justice sociale". Comme s'il avait existé un capitalisme sans désastre ! N'oublions pas qu'en juin dernier, les dirigeants de la FGTB appelaient à voter pour les socialistes alors que ces derniers ont participé à la réduction de la "fiscalité sur les revenus du capital". Les dirigeants socialistes comme leurs homologues syndicaux font de grands discours radicaux mais qui n'engagent à rien. A la rentrée, aucune mobilisation de masse n'a encore commencé dans les milieux syndicaux.

Et que fera-t-on si les directions syndicales mobilisent leurs appareils ? Une énième ballade-manifestation de quelques heures entre la Gare du Midi et la Gare du Nord qui ne fait pas peur au gouvernement, qui connaît bien la musique, et encore moins aux patrons car cela ne leur coûte rien ? Il ne faudra pas qu'une telle manifestation reste sans lendemain comme ce fut le cas ces dernières années mais qu'elle soit un premier pas vers un mouvement déterminé qui fasse mal au patronat et au gouvernement. Or, les propositions concrètes communes des trois syndicats sont beaucoup plus sages et dociles face au grand patronat. Aucune mesure radicale n'est mise en avant qui imposerait fortement la grande bourgeoisie sur les fortunes qu'ils ont amassé ces dernières années en spéculant grandes fortunes. Ils sont même plus modérés que l'ex-sénateur VLD et professeur d'économie De Grauwe qui envisage au moins de faire payer des primes d'assurance aux les banques.

Lever le secret bancaire comme le suggère Bodson est effectivement une bonne chose mais on ne l'impose pas par une carte blanche dans le journal "Le Soir". Il faut organiser une mobilisation de grande ampleur du monde du travail. Et pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? N'est-il pas temps de mettre en avant la nationalisation de toutes les banques en les plaçant sous le contrôle des travailleurs et des usagers populaires pour commencer "à sortir de ce capitalisme du désastre" ? Ou laisserons-nous les patrons privés des banques spéculer encore une fois avec notre épargne, la dilapider et nous demander de passer à la caisse lors du prochain sauvetage financier de l'Etat. Il est temps de privatiser les pertes (arrêtons de payer les actionnaires des banques) et de socialiser les profits des

banques et assurances. N'est-il pas temps d'imposer les bénéfices des entreprises à 50% comme le faisaient de nombreux pays il y a trente ans ? N'est-il pas temps de supprimer les exemptions fiscales dont bénéficient les entreprises ? N'est-il pas temps d'imposer à la grande bourgeoisie un impôt exceptionnel de crise de 50% sur leur fortune ? Il restera à Albert Frère encore 1.6 milliards d'euros. Quant à son copain, l'autre Albert, le Saxe Cobourg-Gotha qui réside entre Laeken et Bruxelles, sa famille aura encore au moins 75 millions... de quoi s'acheter encore quelques yachts de 4.6 millions d'euros comme celui de cet été. Surtout que ses loyers et sa bouffe ne lui coûtent pas très cher. Non, vraiment, la bourgeoisie ne serait pas dans la misère, loin de là. Seules ces mesures radicales peuvent préserver les acquis sociaux dans l'état actuel de la crise et des finances publiques.

Mais pour les imposer, il faudra des grandes mobilisations, déterminées, de l'ensemble du monde de travail et non des luttes isolées, sectorielles ou communautaires. Des mobilisations dans lesquelles les travailleuses et travailleur exigeront d'aller chercher l'argent qui manquent dans les caisses de l'Etat là où il se trouve, c'est-à-dire dans les coffres de la grande bourgeoisie. Des mobilisations qui coûteront au patronat, comme ont su le faire les générations précédentes de travailleuses et travailleurs en 1932 ou en 1960. Ce sont à travers de telles mobilisations que nous pourrions sauvegarder nos acquis sociaux et faire passer la peur dans le camp de la bourgeoisie et des patrons ! C'est à ces mobilisations que nous devons œuvrer. ■

*L'Etat opprime et la loi triche ;  
L'impôt saigne le malheureux ;*

*Nul devoir ne s'impose au riche ;  
Le droit du pauvre est un mot creux.*

*C'est assez languir en tutelle,  
L'égalité veut d'autres lois ;*

*Pas de droits sans devoirs, dit-elle,  
Égaux, pas de devoirs sans droits !*

— 3ème couplet de l'Internationale



# Payer la crise des capitalistes n'est pas une fatalité



◆ par Jan Willems

La crise qui frappe l'économie mondiale capitaliste est une crise sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale. Pour la première fois depuis 1945 le commerce international a régressé. La crise financière qui a éclaté en 2008 s'est rapidement propagée à l'économie réelle, c'est-à-dire aux entreprises. En 2009, le PIB mondial devrait connaître une chute similaire à celle de 1929.

Cette crise, comme toutes celle qu'engendre ce système capitaliste, va d'abord frapper les travailleurs et les milieux populaires, dans les pays pauvres comme les pays riches. Car pour les riches capitalistes, la crise n'est qu'une manière de rationaliser leur investissement et de profiter sur le malheur du reste de la population. Certains capitalistes sont éliminés dans le processus mais ils ne perdent qu'exceptionnellement toute leur fortune.

Malgré les milliards que la faillite de Fortis a coûté aux contribuables belges, leur propriétaire principal, la famille Lippens, ne va pas perdre son emploi et elle restera la

famille milliardaire qu'elle était. La famille Boël ne perdra pas ses châteaux et autres biens immobiliers qu'on estime à 100 millions d'euros. Le concessionnaire belge de Rolls Royce a déclaré ne pas avoir perçu une chute de ses ventes suite à l'irruption de la crise. La consommation des super riches se porte bien, merci.

## A l'origine de la crise : les capitalistes financiers démantèlent le contrôle des Etats pour spéculer et frauder sans entrave.

Pourtant cette crise, ce sont bien les capitalistes qui l'ont créée avec leur soif toujours plus grande de profit. Depuis la crise de surproduction qui a éclaté en 1973 et le ralentissement de la croissance capitaliste qui l'a suivi, les entreprises et les rentiers ont de moins en moins investi pour créer des emplois et de nouvelles forces productives utiles à la société. Les capitalistes devaient trouver où réinvestir la masse de leurs profits. Comme les débouchés pour les marchandises étaient saturés, une partie croissante de ces profits s'orienta vers la finance et vers la spéculation au cours de ces trente dernières années.

Il y a une quarantaine d'années, les grandes banques et les fonds d'investissements privés poussèrent leurs gouvernements à libéraliser les mouvements de capitaux pour spéculer et investir sans entrave mais aussi pour échapper plus facilement à l'impôt. Le gouvernement américain ne se fit pas prier longtemps et dès le milieu des années 1970, les capitaux pouvaient librement entrer et sortir des Etats-Unis, facilitant l'évasion fiscale et les possibilités de spéculer sur l'ensemble de la planète. Les gouvernements des autres économies capitalistes les plus développées leur emboîtèrent le pas. Ils ne pouvaient pas donner les mêmes avantages à leur bourgeoisie financière nationale que ceux dont bénéficiait leur concurrente américaine. Les capitaux purent ainsi librement circuler comme avant la première guerre mondiale et les centres financiers off-shores (littéralement "hors des côtes", c'est-à-dire hors des contrôles des Etats) qui accueillent les riches fraudeurs fiscaux et blanchissent l'argent sale se multiplièrent et se renforcèrent à travers la planète (Iles Caïmans, Iles Vierges, Luxembourg, Liechtenstein etc...).

## Des bulles spéculatives internationales et des crises financières destructrices à répétition...

Au cours des années 1970, les banques des pays riches, au lieu d'investir dans de nouvelles forces productives, prêtèrent massivement à des sanglantes dictatures militaires des pays du Tiers-monde comme le Brésil, l'Argentine, la Corée du sud et l'Indonésie. Elles pouvaient effectivement spéculer avec la complicité des gouvernements de ces Etats en augmentant massivement la dette de ces pays. Cela permit d'obtenir rapidement des profits jusqu'au début des années 1980 où ces pays ne purent faire face à la montée des taux



tragiques de ce système capitaliste mondial absurde et meurtrier.

Le FMI s'assura également que les pays du Tiers-monde s'ouvrent entièrement aux investisseurs capitalistes occidentaux et suppriment les contrôles sur les mouvements de capitaux qui existaient encore dans les Etats du Tiers-Monde. Les multination-

d'intérêt et se trouvèrent dans l'incapacité de rembourser leur dette aux banques des pays riches. Ce fut le début de la crise de la dette qui se poursuit encore en 2009. Comme aujourd'hui, les banques américaines se sont retrouvées virtuellement en faillite du fait de leurs prêts trop risqués.

Mais comme aujourd'hui également, ce ne sont pas elles qui payèrent les pots cassés, mais les travailleurs du monde entier. En effet, les gouvernements occidentaux reprirent à leur charge la dette des pays du tiers-monde et effacèrent ainsi l'ardoise des banques privées. Les gouvernements présentèrent l'addition aux contribuables des pays riches, c'est-à-dire à la population laborieuse. En effet, les grandes multinationales et les familles les plus fortunées plaçaient déjà la plupart de leurs capitaux dans les paradis fiscaux de la planète et les Etats leur offraient de plus en plus d'exemptions fiscales pour soi-disant les inciter à créer des emplois. Les centaines de milliards de dollars que les banques privées avaient prêtés aux dictateurs du tiers-monde et qu'elles ne pouvaient plus récupérer furent ajoutée à la dette publique des Etats-Unis et de l'Europe. Et auprès de qui les gouvernements américains et européens empruntèrent à des taux très élevés ? Naturellement auprès des banques privées... qui reçurent ainsi des centaines de milliards de dollars d'intérêts supplémentaires payés par les travailleurs taxés.

Les Etats des pays riches avec l'aide du Fond Monétaire International de la Banque



Mondiale (des institutions financières dite "mondiales" dans laquelle les gouvernements américains et européens disposent d'un droit de veto) imposèrent des plans de remboursement extrêmement durs aux populations du Tiers Monde. Ces plans dits "d'ajustement structurels" ont forcé les gouvernements des pays du Tiers-monde à sabrer dans l'enseignement, la santé, le reste de la fonction publique ainsi que dans les rares politiques sociales existantes. Le FMI a imposé des baisses de salaire allant jusqu'à 50%. Partout s'ensuivirent des catastrophes sociales qui durent depuis des décennies et qui constituent le terreau des guerres civiles sanglantes, de la désintégration de l'Etat et de la montée en puissance des organisations criminelles et des seigneurs de guerres. Le Congo, La Somalie, le Rwanda, la Yougoslavie ou le Mexique constituent autant d'exemples

occidentales purent ainsi investir pour contrôler plus directement les ressources naturelles et les services (banques, transports, télécoms) des pays pauvres. Elles purent produire dans ces pays où les salaires étaient dix fois inférieurs à ceux des pays développés et où les syndicalistes honnêtes sont menacés de mort et exécutés par des polices locales ou par des escadrons de la mort au service de patrons comme en Colombie ou aux Philippines. Mais le FMI arriva également à imposer que des capitaux financiers spéculatifs puissent librement entrer et sortir des pays du Tiers Monde.

Au début des années 1990, les capitalistes avaient réussi à imposer à leurs Etats d'abandonner la plupart des contrôles sur les mouvements de capitaux à travers le monde. Grâce aux progrès de l'informatique et des télécommunications,



les marchés financiers des différents pays étaient interconnectés, créant un grand casino mondial dans lequel les capitalistes pouvaient frauder le fisc, spéculer et blanchir leur argent de la corruption et des trafics de drogues, d'armes... et d'êtres humains.

Ils ne s'en privèrent pas. Les bulles spéculatives et les crises financières s'enchaînèrent les unes après les autres au cours des années 1990. Les capitalistes spéculèrent sur tout ce qui est possible : l'immobilier à Bangkok, les titres de la dette de l'Etat mexicain ou russe, la devise brésilienne comme les matières premières. Chacune de ces crises amena son lot de misère, de chômage, de destruction de services publics et d'impôts supplémentaires pour la population : les plus importantes furent la crise de la Tequila au Mexique en 1994 (coût direct pour les contribuables mexicains et américains 50 milliards de dollars), la crise Argentine de 1995, la crise Est-Asiatique de 1997 (des centaines de milliards de dollars), la crise russe, la crise brésilienne et à nouveau la crise Argentine. A chaque fois, les capitalistes spéculaient sur un produit financier, l'immobilier, une monnaie ou des matières premières, générant une bulle qui éclatait et provoquait une crise financière et économique dévastatrice. A la fin des années 1990, les crises financières avaient tellement déstabilisé les économies des pays du Tiers monde qu'une partie plus importante des capitaux spéculatifs se porta à nouveau dans les pays développés, notamment sur la bourse américaine des nouvelles technologies, le NASDAQ. Ce fut la bulle de la "Nouvelle économie" qui déboucha sur la récession de 2001 et sur une nouvelle crise de surproduction.

**...aux contradictions du capitalisme américain qui ont conduit à la crise financière actuelle.**

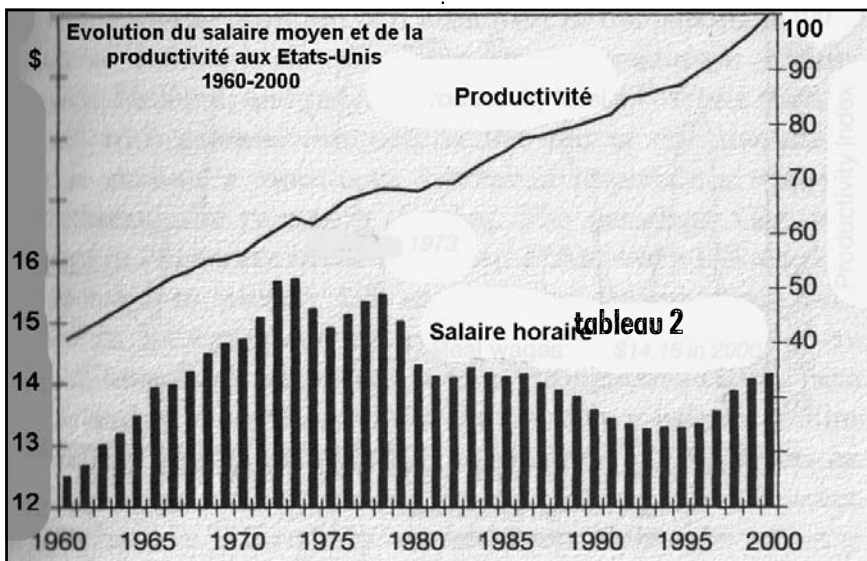
Après l'effondrement en 2000 de la bulle spéculative du NASDAQ pour offrir de nouveaux débouchés aux capitalistes américains, le gouvernement américain se lança dans un programme de réarmement militaire et dans la soi-disant "guerre contre le terrorisme" en dépensant des centaines de milliards de dollars. Mais parallèlement Bush et sa clique offrirent de nouveau cadeaux fiscaux aux riches, notamment en supprimant tout impôt sur les successions en dessous de... 5 millions de dollars ! L'Etat américain commença à s'endetter massivement.

L'Etat américain fit baisser les taux d'intérêt pour stimuler la consommation et les investissements. De fait, des ménages américains profitèrent des taux bas pour acquérir des maisons et des appartements. Le prix de l'immobilier commença à grimper plus vite. Mais ces ménages furent suivis par des spéculateurs qui avaient sortis leurs capitaux des bourses américaines en chute libre et qui voyaient dans l'immobilier un placement plus rémunérateur que les activités de production, la bourse ou les pays du tiers-monde. La demande spéculative fit exploser les prix de l'immobilier qui grimpèrent de 80% entre 2000 et 2006 !

L'économie capitaliste américaine s'est empêtrée dans ses contradictions. Depuis le milieu des années 1970, les travailleurs américains subissent des attaques constantes du patronat et du gouvernement. La liberté de mouvement de capitaux permis aux capitalistes de délocaliser des régions américaines industrialisées où les syndicats étaient bien implantés (Nord-Est et Grand Lacs) vers les régions moins syndiquées et vers les économies du Tiers-monde comme

années 1980. Le gouvernement Clinton attaqua le dirigeant syndical responsable qui coordonna la grande grève d'UPS (messagerie et transport) pour le faire remplacer par le fils de Hoffa, un dirigeant syndical dont les liens avec la mafia étaient notoires. L'Etat supprime toute une série de lois sociales, facilitant le licenciement et précarisant ainsi les travailleurs. Il restreint aussi les allocations sociales et le chômage ce qui force des millions de travailleuses et de travailleurs, notamment de filles-mères, à prendre un emploi précaire à n'importe quelle condition. De plus, le maintien dans la précarité de millions de travailleurs clandestins d'Amérique Latine, corvéables à merci, affaiblit encore la classe ouvrière américaine face aux attaques patronales.

La conséquence de ces attaques est une chute des salaires sans précédent depuis 1929. En termes de pouvoir d'achat, le salaire horaire minimum légal baisse de 40% entre les années 1960 et 2005 pour atteindre un peu plus de 5\$ l'heure, soit 30% de moins que ce peut gagner un sans-papier exploité qui fait la plonge dans l'Horeca belge (voir tableau 1) ! Les familles améric-



le Mexique, le Costa Rica ou Taiwan. Les directions syndicales américaines convaincues de la nécessité de "cogérer" l'économie capitaliste avec les patrons (comme si c'était possible !) furent évidemment incapables d'organiser une riposte de la classe ouvrière américaine, voire même de défendre certains acquis élémentaires. Les gouvernements américains successifs attaquent sans relâche ceux qui tentaient d'organiser des grèves de grande ampleur. Ainsi le président Reagan réquisitionna des milliers de soldats pour remplacer les grévistes aiguilleurs du ciel au début des

aines sont forcées de travailler 20% de plus aujourd'hui qu'en 1970 simplement pour compenser ces baisses de salaires. Alors que la productivité des travailleurs américains (c'est-à dire les richesses qu'ils créent par leur travail) continuent de progresser régulièrement, les salaires, eux, stagnent ou baissent (voir tableau 2) : la différence, c'est encore plus de profits... Profits que les capitalistes américains ne peuvent pas investir entièrement dans la production, faute de demande suffisante... et qui donc alimentent les spéculations diverses. →

En plus de cette baisse des salaires, les gouvernements américains successifs depuis Jimmy Carter à la fin des années 1970 ont imposé des réformes fiscales qui exemptent les plus riches. L'Etat n'a donc plus les moyens de financer des services publics élémentaires de qualité comme les pensions, la santé ou l'éducation. On assiste à des services à deux vitesses entre le privé et le public. Les familles des milieux populaires américains sont alors obligées de s'endetter s'ils veulent accéder à des soins de santé ou à l'éducation de qualité. Les frais

Pour faire face à l'explosion de leurs dépenses et à la baisse des allocations sociales comme de leur salaire horaire, les familles américaines ont alors recours au crédit de consommation. Elles empruntent notamment en mettant leur maison en garantie. Comme le prix des maisons grimpe du fait de la bulle spéculative, elles peuvent s'endetter encore plus. Même les familles les plus aisées, grisées par la hausse de la valeur de leurs maisons et aux faibles taux d'intérêt, s'endettent pour acheter des biens de luxe.

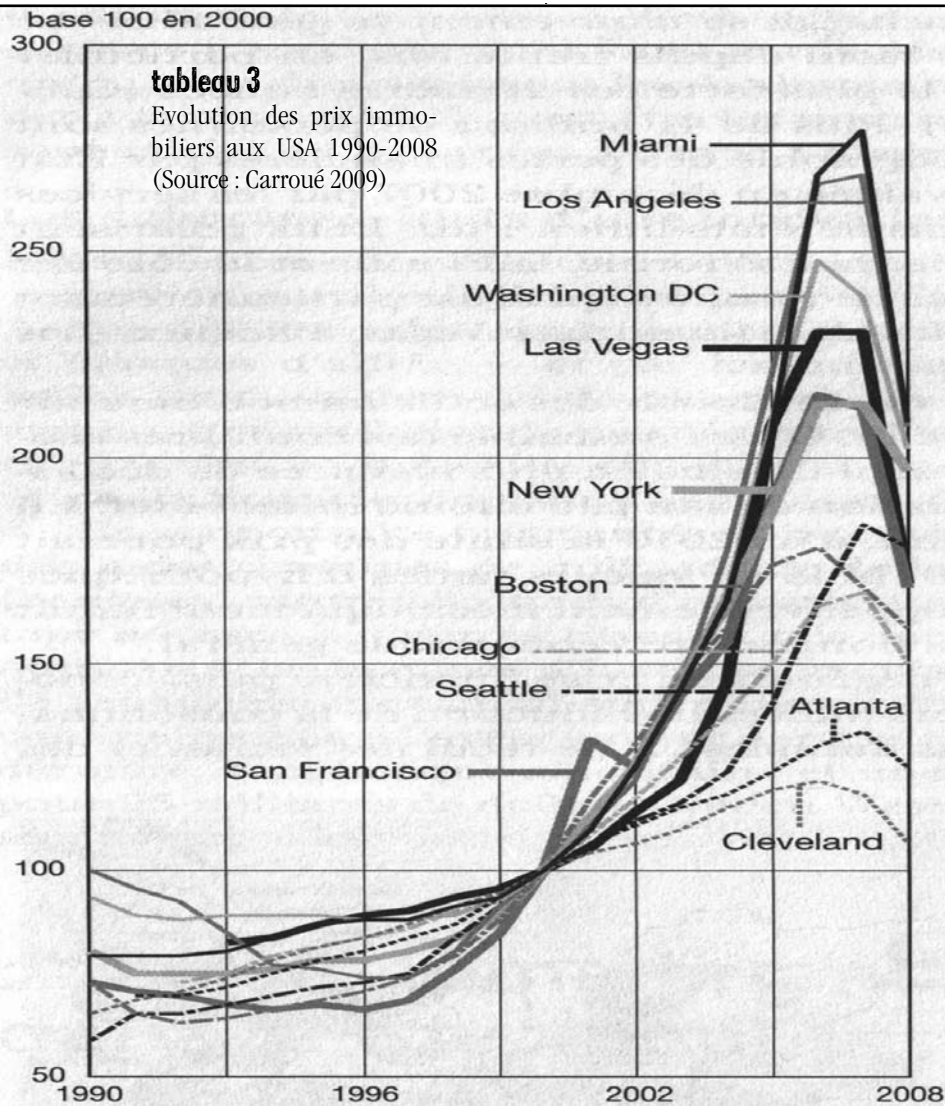
les 5200 milliards en 2008. Mais là aussi, les capitalistes limitent leur autre débouché que sont les commandes de l'Etat. Les capitalistes américains réalisent des profits record qu'il leur faut réinvestir mais avec des débouchés qu'ils ont eux-mêmes contribué à restreindre.

Pour créer de nouveaux débouchés afin de pouvoir vendre leurs marchandises et d'accroître leurs profits dans le système bancaire, ils vont donc encourager l'endettement des ménages américain qui est multiplié par 10 entre 1988 et 2008 pour atteindre les 160% du PIB! Et comme cela ne suffit pas à investir la masse des énormes profits accumulés ainsi par les capitalistes, on spéculé... jusqu'à l'éclatement de la prochaine bulle.

### La bulle immobilière américaine éclate et se propage à travers le monde.

A partir de 2001, les prix de l'immobilier ont continué à grimper du fait de la spéculation mais aussi du démarchage des banques et des courtiers auprès des ménages plus pauvres pour les inciter à contracter un crédit hypothécaire. Pour toucher leur commission et les intérêts, les banques offrirent des prêts à taux variables, très bas les deux premières années et dont les charges des intérêts pouvaient grimper jusqu'à 40% ensuite ! Si les emprunteurs ne savaient plus rembourser, il suffisait à la banque de revendre le bien immobilier dont la valeur aurait grimpé depuis son achat puisque les prix ne cessaient de monter... du fait notamment de la spéculation.

Comme lors de toutes les autres bulles spéculatives, les capitalistes furent aveuglés par la soif de profit. En concurrence permanente face à l'expansion ce nouveau marché des crédits hypothécaires, les banques et les courtiers multiplièrent les prêts bien au-delà de ce que préconisent les règles bancaires internationales. Ils trouvèrent une manière de contourner ces règles en titrisant leurs créances hypothécaires. C'est-à-dire qu'ils transformèrent leurs créances risquées, ce qu'on appelle les subprimes, en les combinant à d'autres créances moins risquées pour en faire un produit financier complexe vendus en bourse. Ces produits financiers devenaient de véritables boîtes noires dont la compréhension nécessitait parfois la lecture de manuels d'explication de plusieurs dizaines de pages remplies de modèles mathématiques obscurs. Ces produits



d'assurance santé et d'inscription universitaires augmentent respectivement de 87% et de 40% entre 2000 et 2008. Permettre à ses enfants d'obtenir un diplôme universitaire peut coûter le prix d'une maison. Les Américains en moyenne dépensent 15% de leur PIB en soins de santé (les deux tiers dans le système privé) contre seulement 7.5% pour les Français (très majoritairement dans le public)... alors que ces derniers vivent deux ans plus vieux !

En fait depuis trente ans, les capitalistes américains exploitent de plus en plus les travailleurs américains, dégradant ainsi leurs revenus. Mais ces travailleurs sont aussi la masse des consommateurs dont le système a besoin pour se créer des débouchés. De plus, les capitalistes éludent de plus en plus l'impôt et ont soutenu le réarmement et les guerres impérialistes en Irak et en Afghanistan, vidant ainsi les caisses de l'Etat américain dont la dette dépassait

étaient revendus à d'autres investisseurs spéculateurs alléchés par les bons rendements financiers. Il existait des agences de notations privées, dont le but était d'évaluer le risque de ces produits mais comme elles touchaient des commissions à chaque opération, elles sous-estimèrent systématiquement le risque, attirant des spéculateurs du monde entier. Les prêts risqués des subprime se répandaient à travers les marchés financiers mondiaux.

Mais lorsque le marché immobilier fut saturé, les prix des maisons commencèrent à baisser en 2006 (voir graphique infra). Des familles pauvres ne surent plus payer leur crédit hypothécaire quand les taux variable se relevèrent. Les banques se mirent à les expulser de leur maison et à les revendre, mais cette fois à perte. Trois millions de familles américaines perdirent ainsi leur bien immobilier. La vague massive de vente de maisons fit d'autant plus chuter les prix et tout à coup, les capitalistes réalisèrent que les prêts subprime ne seraient pas tous récupérables. Les prix des produits complexes titrisés composés de subprime s'effondrèrent soudainement car tous les spéculateurs voulaient s'en débarrasser en même temps. Les institutions financières partout dans le monde qui en avaient trop achetées se trouvèrent en faillite du jour au lendemain. La crise financière était là. Des institutions de crédit hypothécaire américaines, des fonds d'investissement chinois, des banques belges, des compagnies d'assurances tombèrent en faillite les unes après les autres. La valeur de nombreux actifs financiers s'effondra. La crise provoqua en 2008 une perte financière globale de 14000 milliards de dollars, soit plus de 20% du PIB mondial !

La crise se propage vite à l'économie réelle. Les banques en difficultés se mettent à prêter moins facilement, engendrant des faillites en cascade d'entreprises qui avaient besoin de liquidité. La chute de la valeur des maisons réduit les prêts hypothécaires. Les ménages endettés peuvent moins consommer. Les entreprises qui font face à une chute de la demande arrêtent leur investissement et licencient. Même les entreprises en bonne santé utilisent la crise pour licencier pour "dégraissier", comme on dit chez certains cadres dirigeants qui considèrent leurs travailleurs comme du bétail. Les licenciements massifs ralentissent la consommation globale des ménages. La crise financière capitaliste touche alors l'ensemble de la société.

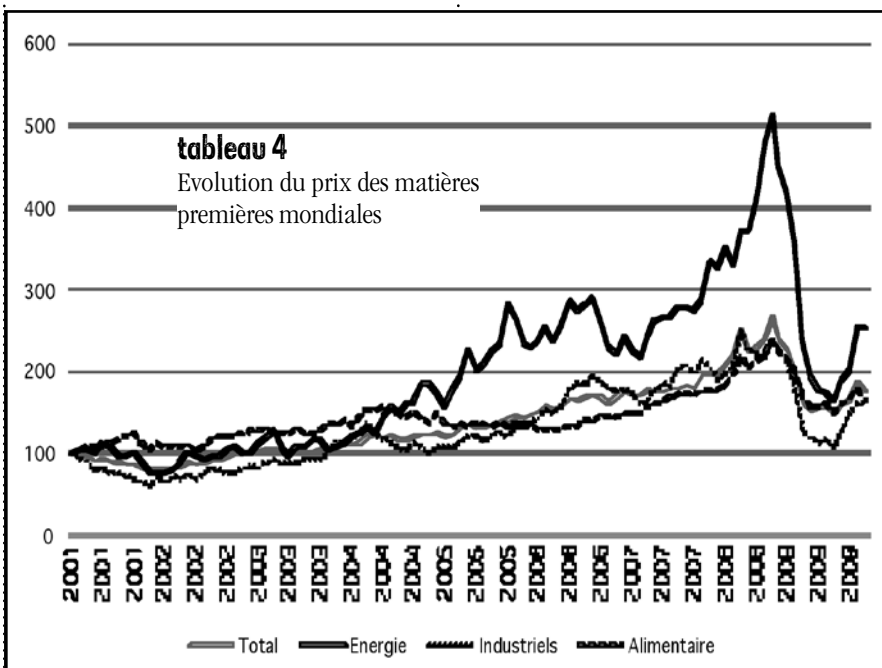
### Les Etats au secours de leurs capitalistes nationaux

Comme lors des crises précédentes, les gouvernements intervinrent massivement pour soutenir leurs grands groupes capitalistes. Souvent les capitalistes justifient le profit par le risque qu'ils prennent dans leurs investissements. Mais pour les gros capitalistes, le risque est presque nul. L'Etat américain débourse plus de 100 milliards de dollars pour sauver AIG, le plus gros assureur américain. On connaît bien l'intervention de l'Etat belge pour sauver Fortis et son feuillet judiciaire-médiatique.

Les gros spéculateurs sont sortis du marché avant la chute de l'action Fortis. L'Etat fit alors un gros cadeau aux actionnaires de la banque du milliardaire Lippens. Lorsque l'Etat suspendit un vendredi le cours des actions Fortis sur le marché boursier, la valeur financière du groupe (holding

aujourd'hui et dont la valeur s'est effondrée) qui s'élève selon certains analystes financiers à 40 milliards d'euros ! Les contribuables belges paieront donc un cadeau aux actionnaires de Fortis et un autre cadeau aux actionnaires de BNP, livrer un réseau de banques tout neuf et débarrassée de son risque financier principal.

Mais les grandes banques capitalistes sauvées par leurs Etats n'hésitent pas à continuer leur spéculation. Grâce aux prêts bon marché des Etats (les banques centrales publiques octroient des prêts à 1% en Europe et à 0,25% aux Etats-Unis), les banques se refont des marges (elles prêtent parfois à plus de 10% aux PME) qui leur permettent d'acheter de nouveaux actifs financiers et d'accumuler des profits supplémentaires. Cela explique en partie la récente montée boursière de ces derniers mois... et cela prépare peut être une autre



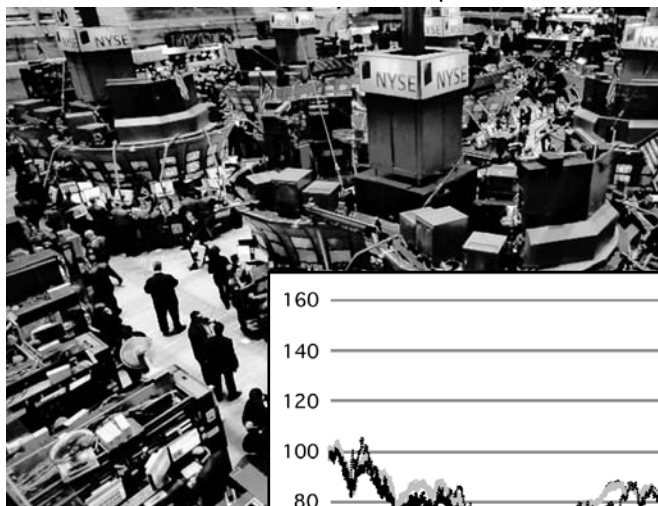
comprenant assurances et banques) était évaluée à 13 milliards d'euro. Le lundi suivant, les Etats belge, néerlandais et luxembourgeois déboursèrent 11 milliards pour acquérir la moitié seulement du capital de la seule Banque (et non de l'ensemble du holding, assurance comprise) ... Un beau cadeau de Reynders à son électorat actionnaire. Mais cela ne leur suffisait pas. Comme quoi, les actionnaires ne sont pas toujours pour le principe du libre marché. Le gouvernement belge fit alors la quête devant le président Sarkozy pour offrir Fortis à la BNP tout en reprenant la grande majorité des actifs toxiques (ces titres que Fortis détient mais dont personne ne veut

crise de la bourse que l'Etat s'empresse de colmater avec l'argent public.

Les fonds que les Etats doivent avancer pour sauver les banques et certaines grandes entreprises, les exemptions fiscales pour "aider" les entreprises (même celle qui font des profits) ainsi que les plus nombreuses allocations de chômage détériorent les finances publiques. Le ralentissement économique qui freine les recettes fiscales aggrave ce processus d'endettement. Ainsi, la dette publique américaine passe de 5400 à 9000 milliards de dollars entre le début de la crise et cet automne 2009. →

L'endettement des pays pauvres est encore pire parce qu'avec la crise économique mondiale, la demande pour les matières premières chute et avec elle les prix de la plupart des exportations des pays du Tiers monde. Même les pays dit "émergents" (notamment en Asie orientale et en Europe de l'Est) qui faisaient de l'assemblage de produits manufacturés pour les exporter vers les pays riches subissent une chute dramatique de leurs exportations et leurs Etats s'endettent massivement. Certains n'arrivent plus à rembourser leur dette comme le Pakistan, la Lituanie et la Hongrie et se retrouvent plus que jamais sous la coupe du FMI et de ses "plans de sauvetage" meurtriers.

Mais qui donc peut prêter à ces Etats qui



s'endettent à travers le monde. Qui dispose des réserves financières suffisantes? En grande partie, ce sont ceux-là mêmes qui ont pu sortir à temps de la bulle immobilière et financière, c'est-à-dire les spéculateurs les plus rapaces et les plus agueris. En effet, les gros opérateurs financiers disposent d'une meilleure information que les petits rentiers et les petits actionnaires. Ils anticipent donc mieux l'éclatement de la bulle spéculative et vendent souvent leurs actifs avant la chute vertigineuse de leurs prix. Les plus petits sont souvent ceux qui y perdent leurs plumes. Les petits actionnaires de Fortis par exemple...

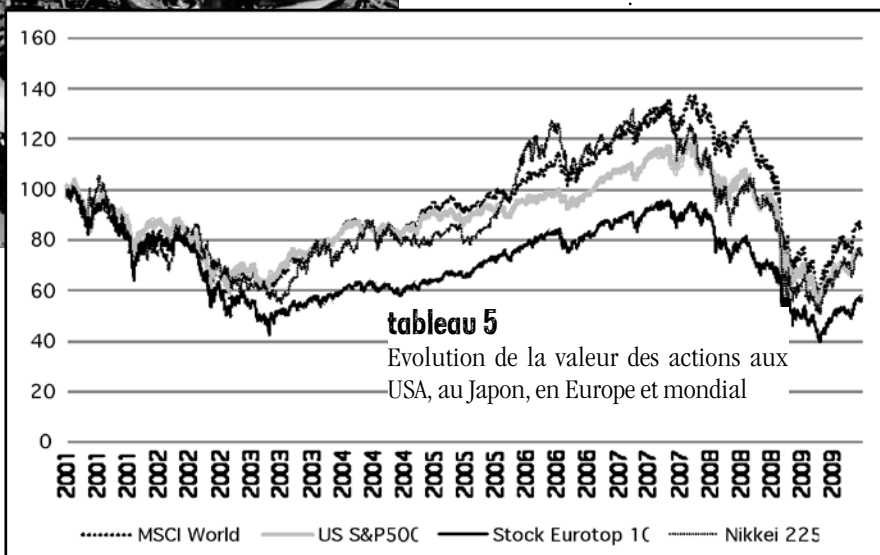
Dans cette crise, les capitalistes spéculateurs ont retiré en 2000 une partie de leurs capitaux du marché du NASDAQ au moment de l'éclatement de la bulle de la nouvelle économie. Ils placent ces capitaux dans

l'immobilier jusqu'en 2006, date à laquelle les marchés immobiliers et financiers s'effondrent. Ayant déstabilisé leur propre système financier, les spéculateurs doivent trouver un nouveau placement pour leurs capitaux... Où aller? Mais les capitalistes savent qu'il existe une valeur sûre à court terme: les matières premières et les produits alimentaires. Les gens doivent bien se nourrir. Alors on va voir les capitalistes spéculer sur le cours du pétrole, du riz, du blé etc... Des cargaisons de produits agricoles seront rachetées et revendues plus de trente fois par des spéculateurs avant d'arriver à leur destination. Le prix du baril de pétrole va plus que doubler pour dépasser les 100\$. Des analystes employés par les journaux bourgeois iront jusqu'à prétendre que

c'est la faute des chinois qui demandent trop de pétrole mais il est clair que ces variations de prix extrêmement brusques ne peuvent pas s'expliquer sans

pas les Etats riches. Car l'Etat pour rembourser n'a qu'à faire payer des impôts à la population laborieuse et il dispose d'une force armée pour le faire. Un analyste américain répondait à des journalistes à la question suivante: "pourquoi les investisseurs prêtent-ils encore à l'Etat américain, même plus qu'aux autres Etats, alors que son endettement s'est brutalement accéléré?". Sa réponse fut lapidaire: "parce qu'ils disposent de la plus grande armée". Car la garantie qu'un Etat peut offrir aux capitalistes qui lui prêtent, c'est sa capacité à forcer les travailleurs à rembourser sa dette.

Les capitalistes ont donc créé cette crise par leur folle soif de profit, créant des bulles spéculatives de plus en plus grosses et de plus en plus incontrôlables jusqu'à l'éclatement de l'automne 2008. Pour les sauver, les Etats ont dépensé des milliers des milliards, s'endettant auprès de ces mêmes spéculateurs! Et maintenant, ils vont nous annoncer des plans d'austérité de plus de dix ans pour payer les intérêts de la dette à ceux-là même qui sont les responsables de ce désastre...



Il y a un siècle, d'autres spéculateurs capitalistes avaient également prêté à un grand Etat disposant d'une grande armée qu'ils croyaient capable d'imposer à ses travailleurs le remboursement de la dette. Ce pays était la Russie du Tsar Nicolas II qui attirait les capi-

taux spéculatifs de France, de Belgique ou

d'Angleterre. Lorsque les travailleurs russes balayèrent l'autocratie et que les bolcheviks établirent un Etat ouvrier après la révolution d'octobre 1917, une de leurs premières mesures fut de supprimer la dette contractée par les tsars. Les capitalistes perdirent ce qu'ils avaient spéculé, les travailleurs se révoltant contre l'exploitation. N'oublions pas que payer la crise des capitalistes n'est pas une fatalité. ■

Alors que font ces capitalistes quand tout s'écroule autour d'eux? Il reste un placement sûr, c'est de prêter aux Etats riches. Les Etats des petites économies du tiers monde peuvent tomber en faillite mais

# Pourquoi nous aligner sur les recommandations du GIEC?

✦ par Francis Taylor

Souvenons nous du refus des Etats Unis de prendre quelque engagement que ce soit pour sauvegarder le climat, dans la tempête des alarmes lancées par des scientifiques du monde entier. Longtemps il fut aisé, de bonne ou de mauvaise foi, de se réclamer de tel ou tel climatologue reconnu pour discréditer l'incidence de l'activité humaine sur l'évolution du climat. Faute d'une expertise incontestable, les puissances capitalistes ont gagné jusqu'à 15 ans pour seulement reconnaître les faits. En créant le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur les Changements Climatiques) sous les auspices des Nations Unies, les gouvernements du monde capitaliste ont été bien imprudents. Ils ont négligé le contrôle politique des scientifiques auxquels ils ont donné des moyens de travail et de communication médiatique immenses. Ils leur ont donné l'autorité d'exprimer "la science universelle" neutre et indépendante et le fait est qu'aujourd'hui nulle autorité ne peut plus se dissimiler derrière quelque désaccord d'expertise. Les recommandations du GIEC sont une aubaine pour les progressistes qui disposent grâce à elles d'une légitimité scientifique imparable.

Sur l'histoire du climat les preuves sont clairement établies : les modifications du climat naissent avec la révolution industrielle et suivent les péripéties du développement capitaliste. La croissance du taux de gaz carbonique croît bel et bien avec les croissances cumulées connues des usages des charbon, pétrole puis gaz. Les projections dans le futur par contre présentent de larges fourchettes d'incertitude mais les conclusions qui en résultent dans les recommandations du GIEC sont sans appel : pour endiguer la catastrophe climatique sous le seuil de 2° C d'augmentation par rapport à l'ère

pré industrielle, le monde doit réduire ses émissions d'origine fossile de 50 % dans la quarantaine d'année et de la moitié de cet objectif pour 2020. Pour pondérer ces objectifs selon les zones du monde ces recommandations deviennent pour les économies industrielles principales responsables des émissions au présent et au passé : 45 % en 2020 et de 85 à 95 % en 2050. Si on rapporte ces objectifs des pays industriels aux objectifs mondiaux on observera que le partage n'est pas particulièrement généreux puisqu'il implique que 4 milliards d'humains du tiers monde devront se résoudre à ce que plusieurs générations connaissent encore un développement très lent. Ces objectifs contiennent donc déjà une certaine résignation à une catastrophe en cours. Au plan scientifique exiger plus conduit soit à corriger le passé soit à renoncer à l'avenir !

Le capitalisme vit sa plus grande récession depuis 1929, cependant jusqu'ici la décroissance se mesure entre 3 et 4 %. Le GIEC recommande 90 % de décroissance dans la production de CO<sub>2</sub>, pratiquement 90 % de décroissance dans l'usage de gaz, charbon, pétrole, tourbe ... La campagne de désinformation du forum nucléaire reconnaissait ne pouvoir envisager à terme qu'une capacité en nucléaire de 6 % de la capacité globale. Les recommandations de décroissance en énergie du GIEC signifient une décroissance en matières produites, en Km parcourus, en chauffage et en toutes activités de grosso modo 90 %.



En Belgique aujourd'hui les énergies alternatives ont atteint 3,7 % ! Comment un marché libre pourrait-il assumer cette décroissance ? A fortiori, comment le marché capitaliste pourrait-il y faire face, lui qui a besoin de

croissance comme nous de pain ? Nous observons par ailleurs que les alternatives énergétiques supposent une décentralisation parfaitement contradictoire avec une tendance fondamentale du capitalisme. Les alternatives qu'il peut développer comme les agro carburants sont des remèdes pires que la maladie pour ne pas parler de projets mégalomaniacs comme l'utilisation de grandes surfaces du Sahara par des capteurs photovoltaïques pour l'exportation de courant vers l'Europe!

Les objectifs du GIEC reconnus par les autorités bourgeoises sont un fameux clou dans leur chaussure. S'ils veulent limiter les dégâts pour maintenir leur mainmise sur les richesses du monde et sur le travail de milliards d'humains, ils sont cependant incapables des mesures conséquentes. Nous n'avons aucune illusion dans la possibilité de convaincre les représentants des nations par nos mobilisations. Nous savons que nos revendications peuvent être légitimes au regard de millions de gens. Les confrontations révéleront massivement l'incapacité et l'illégitimité du marché capitaliste à résoudre la crise climatique qu'il a produite autant que nous comptons faire valoir son incompetence quant à résoudre sa crise économique. La crise climatique a inauguré un front de plus dans la lutte des classes. ■

# Sommet climatique à Copenhague

**Les dirigeants du monde renouvèlent Kyoto et engagent la planète pour une mobilisation populaire massive qui contraigne les négociateurs à adopter les mesures indispensables à la préservation du climat et justes mondialement et socialement.**

❖ par Francis Taylor

Ne nous laissons pas berner par les professions de foi des portes parole européens. Dès avant les négociations ils ont clairement annoncé, qui des réductions d'objectif, qui des compensations par achat de droits de polluer, qui des transferts de pays industrialisés vers le tiers monde. D'autres se cachent derrière de prétendues dé-carbonisations des émissions selon des techniques aujourd'hui seulement fantasmagiques... Les seuls projets d'accord raisonnable découlent directement des recommandations du GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat), agence des Nations Unies dont elles ont heureusement oublié de soumettre l'autonomie scientifique. Pour les pays industrialisés ces recommandations signifient 50 % de réduction des émissions pour 2020, 90 % pour 2050. Ces réductions doivent évidemment être matérielles, les fictions de marché de droits ne pouvant en aucun cas rapprocher des objectifs.

Ne permettons pas que les travailleurs, les pauvres payent les conversions énergétiques et qu'ils soient les victimes de la liquidation des secteurs nuisibles sous la coupe des marchés libres et des mesures néolibérales. Ne permettons pas non plus de requinquer l'image de l'électricité nucléaire qui ne peut en aucun cas répondre à l'échelle

de l'objectif mais bien alourdir la dangerosité de nos rapports à la nature.

Avec la Global Climate Campaign nous voulons participer au mouvement mondial qui a choisi le 5 décembre pour de grandes manifestations dans toutes les capitales en guise de tremplin pour une manifestation internationale massive le 12 décembre à Copenhague.

## EXIGEONS:

**Réduction des émissions  
ici et immédiatement :  
10 % en 2010.**

**Conversions énergétiques  
sous contrôle public et  
démocratique.**

**Pas de relance du  
secteur nucléaire.**

**Portons ces  
revendications au sommet  
Climatique COP 15  
à Copenhague**



### L'eurotrain du climat et de la justice [www.climatejusticetrain.be](http://www.climatejusticetrain.be)

Du 11 au 14 décembre 2009, un train emmènera de Bruxelles midi à Copenhague et retour un millier d'activistes pour participer à la démonstration des Amis de la Terre International samedi 12 au matin et à la grande manifestation populaire de masse de l'après midi au Cop-15. [www.12dec09.dk](http://www.12dec09.dk)

Les manifestants britanniques, français et belges embarqueront par centaines à Bruxelles, des manifestants allemands le feront à Cologne. L'expédition sera animée de débats et de spectacle. L'hébergement sera assuré à Copenhague grâce au soutien de Klimaforum dk.

### Pour monter dans le train:

Le prix de la participation est fixé provisoirement à 150 € (Nous prévoyons une réduction qui sera fixée très bientôt.) Envoyez un mail à [climatejusticetrain@gmail.com](mailto:climatejusticetrain@gmail.com) avec : nom adresse, adresse mail, âge, n° de tel et versez 75 € d'acompte sur le compte 523-0802582-79 de Climate Action. Des réunions d'information seront organisées. ■

# Nous n'aimons pas le chou\*

**Le premier grand camp d'action climat organisé dans notre pays a eu lieu du 3 au 9 août à Berendrecht dans le port d'Anvers. Avec près de 450 participants, ce camp fut un succès complet, une semaine inoubliable pleine d'action et aussi, espérons-le, une nouvelle base pour la construction dans notre pays d'un mouvement d'action climat, de gauche et combatif.**

♦ par David Dessers

Des militants de la SAP/LCR étaient parmi ceux qui avaient pris l'initiative du camp, mais celui-ci ne pouvait se réaliser que par une collaboration de forces très divergentes: socialistes, anarchistes, activistes radicaux pour l'environnement, alter-globalistes... La crainte que ceci aboutisse à une infinité de problèmes politiques s'est avérée non fondée.

Tous les organisateurs considéraient le changement climatique comme un symptôme du capitalisme qui met en avant uniquement le profit et la croissance. Tous les organisateurs semblaient être contre les solutions bidon comme le commerce des droits d'émission, qui semble être meilleur pour le tiroir-caisse de grandes entreprises que pour la planète. Mais en outre, tous les organisateurs trouvaient aussi important d'être solidaires avec les travailleurs d'Opel et donc de ne sûrement pas diriger d'actions contre cette fabrique d'automobiles. C'était clairement et manifestement un camp anticapitaliste.

## Lieu squatté

Le camp lui-même a été un bel échantillon d'auto-organisation durable. Durant

la nuit du 31 juillet au 1er août, une petite centaine d'activistes ont investi le beau terrain du camp, une parcelle de steppe qui a jailli le long du canal de l'Escaut. Le lieu avait été choisi symboliquement; tout près du grand centre de distribution de charbon du port d'Anvers avec, de l'autre côté de l'Escaut, la centrale nucléaire de Doel et entre les deux, les terrains de Bayer où EON, le géant allemand de l'énergie, veut implanter une nouvelle centrale à charbon.

Là, à Berendrecht, tout un camp a été construit en quelques heures. Une tente-cuisine avec des méga réchauds à gaz où la cuisine d'action véganiste "Plan de catastrophes"



préparerait les repas. Des toilettes de compost inodores, des tentes-ateliers et un grand chapiteau pour les réunions générales...

## Actions

Des actions ont été menées durant toute la semaine. Contre la centrale nucléaire de Doel et contre l'abattage de la forêt Saint-Anne, des actions pour l'énergie renouvelable, contre l'industrie de la viande et la vente en gros de viande dans un supermarché Anversois.

L'action la plus importante du camp était l'occupation du lieu de stockage de charbon ABT. Là, arrivent quotidiennement des

charbons de pays comme la Colombie, les USA et l'Afrique du Sud et il s'agit pour la plupart de charbons qui sont extraits d'une manière particulièrement nuisible pour l'environnement. Ces charbons sont déchargés à Berendrecht pour être distribués ensuite à des centrales à charbon dans notre pays, mais aussi aux Pays-Bas et en Allemagne. Il y a encore six centrales à charbon actives aujourd'hui dans notre pays. Avec celle d'EON, cela ferait en plus une septième méga-centrale. Déjà tôt le matin, des activistes s'enchaînèrent aux grues et aux bandes de transport dans l'entreprise et les voies de chemin de fer menant à l'entreprise furent aussi occupées. L'action fut brutalement interrompue par un huissier qui vint brandir des astreintes allant jusqu'à 20.000 euro par heure et par personne.

## Laissez le charbon dans le sol !

Le camp a été finalement un véritable succès. Chaque jour des journalistes sont venus sur le terrain et il s'avérait à la fin de la semaine, qu'à peu près chaque journal, mais aussi les journaux télévisés de VRT, VTVM, RTBF et NOS avaient donné des informations sur le camp.

Le campement était subdivisé en "barrios", des petits villages à l'intérieur du camp. Un des barrios remarquable était le barrio des gosses, où séjournèrent pas mal de parents avec des enfants. Au total, une trentaine d'enfants étaient présents, qui mirent aussi la main à la pâte. La veille de la grande action contre ABT, ils allèrent avec leurs parents sillonner Berendrecht pour y chercher du soutien à l'action. Cela s'avéra d'ailleurs ne pas être un problème, vu que les habitants du village semblent être particulièrement incommodés sur place par la poussière que les grands tas de charbon apportent à l'arrière, dans leurs jardins. Pour la circonstance, les enfants avaient fabriqué leur propre calicot, avec un slogan qu'ils avaient imaginé eux-mêmes: "Wij lusten geen kool" ("Nous n'aimons pas le chou"). Convaincant, pas vrai ? ■

*\*Note de la traduction: "Nous n'aimons pas le chou", est un jeu de mot à partir de "Nous n'aimons pas de charbon". Kool signifiant « chou » en flamand et kolen, le charbon.*

# Stop à la violence Stop à la culture du porno

❖ par Evie et Anneleen

## Féminisme, un combat terminé?

Les femmes constituent à peu près la moitié de la population mondiale. Mais elles font les deux tiers du travail, reçoivent un dixième des revenus et ont en main 1% des richesses. En outre, chaque année quatre millions de femmes sont victimes de la traite des êtres humains, organisée par des cartels de mafia. La plupart du temps, elles aboutissent dans les réseaux de prostitution. Sans papiers, enfermées dans des bordels, contrôlées avec violence par des souteneurs, peu réussis-

sent à échapper à cette situation. Rien qu'en Europe de l'Ouest, chaque année, au moins 120.000 à 175.000 femmes entrent dans ces réseaux de prostitution.

Et ça ne s'arrête pas là. Ces dernières années, les violences contre les femmes en Belgique – et aussi au niveau international – ont fortement augmenté, tant en fréquence qu'en intensité. 68% des femmes belges subissent de la violence physique durant leur vie et 44% de la violence sexuelle, commise le plus souvent par des partenaires, des amis ou des membres de la famille. 99% des auteurs de violence sexuelle sont des hommes.

Avec des chiffres pareils, nous nous attendrions à une solide solidarité, à ce que des groupements de gauche s'organisent massivement contre cette violence. En fait, il y en a peu, pour ainsi dire rien du tout. Entre hommes, c'est même à peine si on parle de ça. Il n'existe pas de mots pour décrire la colère, le chagrin, les fréquents sentiments de frustration et de désespoir que les femmes de gauche partagent à ce sujet.

## Affaires de femmes

Des féministes qui s'engagent pour l'antiracisme, le socialisme, les réfugiés, la Palestine, l'organisation syndicale, sont





applaudies; des féministes qui s'engagent pour la libération des femmes entendent souvent qu'elles feraient mieux de se concentrer sur les affaires importantes, les vrais problèmes. Les "affaires de femmes" ne sont pas prises au sérieux et il y a une simple raison à cela: l'immense sexisme profondément enraciné dans le système dans lequel nous vivons. Le sexisme signifie théoriquement la discrimination sur base du sexe; en pratique, il s'agit de beaucoup plus: un système hiérarchique de polarisation du genre. L'idée que les femmes ont comme première tâche d'être sexuellement disponibles pour les hommes, de s'occuper de leurs enfants et de faire le ménage. Le simple fait que les femmes ne sont pas simplement vues comme des êtres humains et appréciées dans la même mesure que des hommes.

Des femmes qui s'engagent contre les violences faites aux femmes, qui osent poser des questions critiques sur la domination des hommes, sur les mécanismes de pouvoir qui jouent aussi au sein des mouvements de gauche, reçoivent souvent des critiques blessantes. Nous sommes accusées de semer la discorde, de ralentir le vrai combat, de faire des difficultés.

S'il y a un espace dans les organisations de gauche pour le féminisme, c'est souvent plutôt pour ses côtés théoriques et d'analyses politiques du système. Les questions personnelles et pratiques sont beaucoup plus sensibles. Une femme qui veut faire un exposé théorique par exemple autour du débat sur le voile sera soutenue, tandis qu'une femme qui met en cause les mécanismes de pouvoir dans sa propre organisation sera traitée de nombriliste. Les questions comme "pourquoi si peu de femmes s'affilient-elles aux organisations de gauche?" sont rarement approfondies.

### Production massive de sexisme

Mais en fait, comment ce sexisme continue-t-il à exister? Par un système complexe d'interactions sociales et de quelques industries énormes. L'industrie de la beauté, l'industrie de la publicité et l'industrie du porno sont les bastions de la construction de "la femme-objet", elles infligent quotidiennement un bombardement d'images sexistes. Lorsqu'une femme est contrainte de se laisser violer pour de l'argent, on appelle cela de la prostitution. Et lorsqu'une caméra est braquée là-dessus? De la pornographie.

La pornographie est un problème à multiples facettes. Sa production se base sur une horrible industrie de trafic d'êtres humains et de

violences. Sa consommation par des millions d'hommes signifie une diffusion massive de l'idéologie machiste selon laquelle les femmes n'ont d'utilité que comme objet sexuel pour le plaisir des hommes.

La pornographie fait partie d'un des aspects de la prétendue libération sexuelle, qui a complètement échoué. A la place, existe toujours une morale de droite et les tabous qui en découlent sur la sexualité, avec en plus le revers de la médaille: l'oppression, la libération-bidon libérale. Cette libération-bidon



libérale signifie que chacun/e fait soi-disant ce dont elle/il a envie: des femmes suivent des cours de striptease parce qu'elles l'ont choisi elles-mêmes, que c'est "bien libérateur et sexy" et que, surtout, ça ne contient absolument aucune confrontation avec la domination masculine. Cette version-bidon individualiste du féminisme est née, d'après des féministes radicales, parallèlement au recul que les mouvements sociaux ont eu à subir à partir des années 80.

### Le débat-bidon du libre choix

L'argument du libre choix est utilisé le plus souvent comme une banalité. Si tu ne veux pas être exploité/e, cherche donc un autre travail. Les socialistes savent bien que ce n'est pas si simple. A quel point le choix de travailler dans l'industrie du porno est-il libre dans un système sexiste et capitaliste qui limite nos choix, réduit notre liberté et pétrit notre identité suivant un modèle réducteur et patriarcal?

Mais ne nions toutefois pas que l'on peut bien choisir en partie librement. Il y a un petit pourcentage de femmes qui ne cesseraient pas directement leur job, qui n'y sont pas contraintes par des souteneurs, des marchands d'êtres humains ou par la nécessité économique. Mais la discussion sur le libre choix sert hélas trop souvent à détourner l'attention de ce groupe beaucoup plus grand de femmes qui n'ont pas pu

choisir librement. Il est très difficile de réaligner mentalement l'exploitation répugnante et la violence de cette industrie, les gens préfèrent naturellement parler des choses plus agréables de la vie.

Une autre belle banalité est qu'en fait, ça n'a pas d'importance: tout travail pour un capitaliste est une exploitation, donc, la prostitution est "un job comme un autre". Comme féministes-radicales et marxistes, nous ne pouvons pas être d'accord avec ça. Outre l'oppression sur base du travail, il y a aussi l'oppression sur base du sexe et de la sexualité. Ces formes d'oppression se combinent d'une manière unique, par exemple dans la prostitution (travail du sexe).

### Les images dans la pornographie

L'industrie du porno est devenue une sorte de course vers le pire, toujours plus violente et extrême; le courant dominant de la pornographie porte en soi un sexisme incontestable: la domination des hommes sur les femmes est clairement visible et présentée comme érotique, la hiérarchie du pouvoir est sexualisée. Entretemps, le reste de la vie en commun est aussi modifié, entre autres par cette pornographie, comme décrit par exemple le documentaire *Beperkt houdbaar* de Sunny Bergman et le livre *Female Chauvinist Pigs* d'Ariel Levy. Nous constatons des évolutions sociétales comme la progression de la chirurgie esthétique, le botox, la réduction des lèvres de la vulve, l'agrandissement des seins, les vagins porno (enfants) complètement épilés, les strings, ...

Nous ne prétendons pas ici que la pornographie occasionne directement le viol. Comme le sait tout/e qui a un peu de connaissances scientifiques, établir un lien causal n'est pas facile, et certainement pas lorsqu'il s'agit d'affaires complexes dans le monde social. Mais il y a trop d'enquêtes, trop de récits et d'expériences de femmes qui, pour nous, montrent clairement qu'il y a bien un lien de ce genre. La pornographie contribue à entretenir un climat sexiste, où les femmes sont vues comme des objets qui existent pour le plaisir des hommes. D'après beaucoup d'enquêtes, la pornographie contribue à un durcissement sexuel où les femmes sont considérées comme des objets qui sont à acheter ou à prendre et à la croyance dans des mythes de viol ("en fait, les femmes en veulent toujours", "elles disent non mais veulent dire oui" etc). Le nombre des scènes de viols dans la pornographie a fortement augmenté. Ces scènes commencent avec une femme non consentante qui est

violemment forcée et se terminent avec une femme qui en jouit tout de même énormément. Il ne faut pas regarder bien loin pour savoir quel effet cela peut avoir. Balayer cela en disant que "ce n'est que de l'imagination" est pénible et appelle aussi des questions sur la société dans laquelle nous vivons, pour qu'une telle chose soit vue et vendue comme une chimère excitante.

Beaucoup de gens ont un problème avec les principes conservateurs "le sexe est réservé pour après le mariage monogame". Nous aussi. Si les féministes se battent pour quelque chose, c'est bien pour la libération sexuelle des femmes. Nous avons besoin d'alternatives. Mais nous ne voulons pas de libération-bidon vendue par les fabricants d'images d'industries capitalistes. Et pas non plus de libération-bidon, qui semble féministe mais qui nous pousse en fait dans une autre petite case: celle du vagin, volontaire, sexuellement disponible, "libéré et fort", joueur, qui est en fait de nouveau précisément ce que les hommes veulent: disponible comme objet sexuel. Nous rejetons aussi bien l'enfermement des femmes dans des institutions oppressantes comme le mariage, que la libération-bidon par capitulation devant la culture porno. La pornographie n'est pas une alternative, c'est une partie du problème.

### Quelle alternative?

Mais quoi, alors? Si ce n'est pas une libération de se laisser enfermer soi-même dans un mariage conservateur, et pas non plus de monter dans le carrousel de la libération-bidon libérale, faire remonter ses seins et apprendre à danser sexy, quoi alors? Nous devons aller à la recherche de chemins vers une véritable libération sexuelle des femmes. C'est plus vite dit que fait. Voici toutefois un certain nombre de tentatives:

- La libération des femmes est inconciliable avec le système de la prostitution. La prosti-

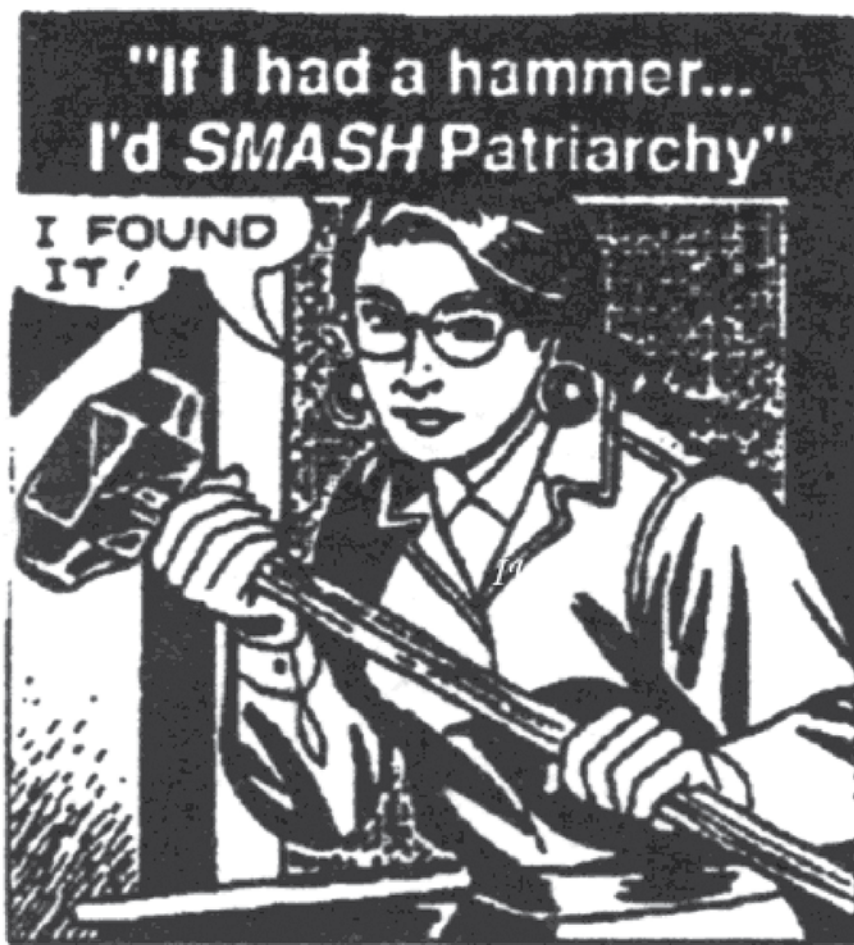
tution ne peut pas exister dans une société organisée suivant des principes féministes.

- Nous avons besoin de la liberté pour nous épanouir, nous-mêmes et notre sexualité; pour cela, il faut nécessairement la condition que nous puissions échapper à "the bastards that are shouting at us through megaphones" (Whisnant). Nous devons pouvoir nous dépolluer et pour cela, nous avons besoin d'une société sans bombardement continu d'images de l'industrie du porno qui sexualisent la domination et la violence.

- Nous devons casser le pouvoir de l'idéal

de pouvoir et la manière dont ce pouvoir est reproduit par des institutions, des médias de masse, des lois et l'état.

-Si nous voulons réorganiser le monde suivant une vision socialiste, nous avons aussi besoin d'une vision féministe, une théorie et une pratique politiques féministes par lesquelles nous pouvons transformer la vie en commun. Nous avons besoin d'une vision féministe sur le genre en tant que hiérarchie



### Un autre monde

Une politique de gauche n'est pas conséquente sans vision critique sur la prostitution et la pornographie. Ignorer ces problèmes parce que c'est un débat difficile ou parce qu'il s'agirait d'"affaires de femmes" serait sexiste et injuste. Le système de la prostitution et de la pornographie est inconciliable avec un monde basé sur la liberté, l'égalité et la solidarité.

Les organisations de gauche doivent oser prendre leurs respon-

sabilités, créer un espace pour une politique féministe et s'organiser contre l'exploitation des femmes. En outre, les hommes de gauche doivent aussi jeter un regard critique vers eux-mêmes et oser reconnaître que l'ennemi n'est pas seulement en-dehors d'eux. Tou-te-s ceux/celles qui vivent sous le patriarcat reproduisent le sexisme et si nous n'y faisons rien, nous n'atteindrons jamais un monde meilleur. Ce n'est pas seulement le capitalisme qui doit tomber, nous avons aussi besoin d'une révolution féministe.

-Nous devons prendre nos relations et amitiés au sérieux, elles sont importantes et nous ne devons pas tout concentrer sur "renverser le système". Nous devons transformer nos relations et essayer de les construire sans installer de mécanismes de domination et de soumission.

-Les hommes de gauche doivent soutenir la lutte féministe et s'organiser contre la

Pas de féminisme sans socialisme, pas de socialisme sans féminisme! ■

# Camp des jeunes de la Quatrième Internationale

↔ interview par La Gauche

*Qu'est-ce qui se passe au camp des jeunes? On fait la fête, mais quoi d'autre? Deux jeunes camarades de Charleroi racontent.*



proposés chaque après-midi, présentés par les participants. Ces ateliers sont présentés une seule fois, donc il faut choisir...

**Lucie :** Et parfois, le choix est difficile! Après ces ateliers-là, il y a les ateliers permanents où le même thème est suivi pendant toute la semaine. Par exemple, la répression contre les mouvements sociaux, l'Europe de l'est... Vers 19h on mange, encore tous ensemble, et à 21h il y a un meeting du soir sur le thème de la journée. Et après on fait la fête.

**Charlotte :** La particularité du camp est qu'il essaye d'être autogéré: chaque délégation doit

accomplir certaines tâches tout au long de la semaine: tenir le bar, assurer la sécurité, nettoyer les douches et les toilettes, par exemple.



**Lucie :** En fait, c'est très organisé. Chaque jour il y a des débats autour d'un thème différent: internationalisme, féminisme, écologie, LGBTiq etc. La journée commence avec un petit déjeuner à 9h, puis une formation de 10h à midi.

**Charlotte :** Chaque participant reçoit une carte – soit carnivore, soit végétarien – qui lui permet de recevoir son repas de midi et du soir. A partir de 13h, les ateliers commencent. Une dizaine d'ateliers sont

**La Gauche :** Délégation?

**Lucie :** Une délégation regroupe les jeunes d'un même pays. Cette année il y en avait plus que d'habitude: des Biélorusses, des Ukrainiens et des Russes étaient présents pour la première fois au camp. Il y avait aussi des Croates, des Polonais, des Phillipins, des Turcs, des Mexicains... Nous avons écouté les témoignages d'une Martiniquaise et d'un Guinéen. C'est le fait d'entendre les voix de toutes ces personnes différentes qui donne

tant de richesse à cette expérience. On a la chance de pouvoir écouter des témoignages directs, le vécu de chacun.

**La Gauche :** On dit "camp des jeunes" – les plus jeunes avaient quel âge?

**Charlotte :** 15 ans, mais en fait c'est ouvert à tout le monde. Il y a aussi des vieux de la vieille qui sont là pour donner un coup de main, comme le docteur Klaus et Penny.

**La Gauche :** Est-ce que c'est la première fois que vous participez au camp?

**Lucie :** Non, ça fait plusieurs années qu'on y va: c'est ma cinquième année, et pour Charlotte c'est la troisième. C'est toujours dans un pays différent: on a eu l'occasion d'aller en Italie, en Espagne, en France... Chaque année on rencontre de nouveaux visages et on retrouve nos camarades des années précédentes.

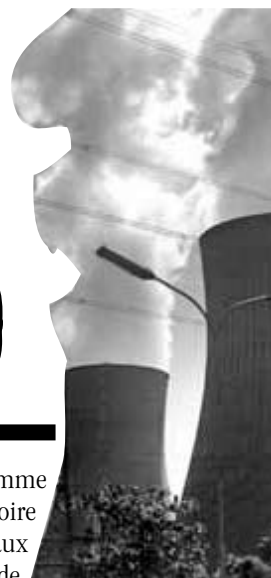
**Charlotte :** Comme ce sont les mêmes thèmes qui sont abordés chaque année, ça nous permet de nous concentrer à chaque fois sur des débats différents.

**La Gauche :** Et après le camp?

**Charlotte :** Lors du forum de clôture, des appels ont été lancés pour se mobiliser au sommet de Copenhague en décembre, et au forum social européen qui aura lieu à Istanbul au mois de juin 2010.

**Lucie :** Depuis notre retour à Charleroi nous avons mis en place un groupe d'action qui a pour objectif premier de sensibiliser et d'informer la population en jouant sur le marché des petites scénettes de théâtre action qui auront pour thèmes le féminisme, l'écologie, l'antifascisme et l'anticapitalisme. Le groupe s'appelle ACTION et vous pouvez le trouver sur facebook: <http://groups.to/action/> On se rend compte que dans tous les pays, la droite gagne du terrain et le capitalisme n'est pas prête à rendre l'âme. La sécurité et la répression sont de plus en plus présents, mais les luttes de résistance aussi... ■

# Une nouvelle hausse des prix du gaz et de l'électricité pour 2009



**Face au racket et au chantage énergétique irresponsable de GDF-Suez-Electrabel, il faut nationaliser le secteur de l'énergie!**

❖ par Jan Willems

Le journal Soir a révélé qu'Electrabel allait encore augmenter ses tarifs pour l'électricité et le gaz de 9 à 10% à la fin de l'année. Cela s'ajoute à la hausse de 13% pour le gaz l'année dernière... alors que les prix mondiaux du gaz et de l'énergie ont baissé de moitié cette année. Les usagers belges paient déjà leur électricité près de 30% plus cher qu'en France !

Au cours des années 1980, la Commission Européenne et les gouvernements belges (dont faisaient partie les quatre grands partis) ont tous promis que les privatisations et le grand marché européen de l'énergie feraient baisser les prix. On voit qu'il n'en est rien. Le pouvoir des grands groupes privés qui produisent l'électricité et le gaz n'ont jamais été aussi importants. Au cours des années 80-90, les vagues successives de fusions ont créé de véritables monopoles privés en Belgique. Ainsi la multinationale Suez a pris le contrôle d'Electrabel à la fin des années 1980 et a fusionné avec GDF pour contrôler plus de 90% de la production d'électricité en Belgique.

Il existe un régulateur public, la CREG, censé s'assurer qu'il n'y a pas d'abus en matière de prix. Mais Electrabel refuse de lui communiquer les informations sur ses coûts réels malgré les demandes répétées de la CREG. Les fonctionnaires de la CREG ont publiquement admis que le

gouvernement ne leur avait pas accordé les moyens d'obtenir ces informations.

## Racket organisé par Electrabel

L'année passée, l'ONG Greenpeace démontrait qu'Electrabel prévoyait de surfacturer plus de 11 milliards d'euros à la population d'ici à 2025. Ce racket organisé se fait avec la complicité des gouvernements successifs quelque soient leurs couleurs. En effet, en octobre 2007, une équipe de journalistes de la VRT révélait l'existence d'un accord secret entre le gouvernement Verhofstadt II et Electrabel. Cet accord prévoyait notamment que la prochaine augmentation de tarif aurait lieu après les élections fédérales de juin 2007, en échange de quoi, le gouvernement entérinerait la situation de quasi-monopole d'Electrabel et lui laisserait imposer ses prix.

Quant aux parlementaires qui sont censé être le pouvoir souverain, le gouvernement les a purement et simplement menacé de la suppression de leurs indemnités parlementaires s'ils révélaient à quiconque le contenu de cet accord secret dont le document ne pouvait être consulté que dans un coffre-fort du parlement ! Face à cette sanction (illégitime) du gouvernement qui frappait au portefeuille, aucun parlementaire n'a donc osé mentionner en public le contenu dudit document. Seuls quelques journalistes et des ONG, qui semblaient mieux connaître les lois que ceux qui les font et les votent, ont demandé au gouvernement de quel droit on pouvait cacher ce document à la population, ce qui a révélé le scandale. Comme quoi, les républiques bananières au service des grands trusts capitalistes ne se trouvent pas toutes sous les latitudes tropicales...

Du coup, le gouvernement s'est un peu agité et le ministre fédéral de l'énergie, Paul Magnette (PS) a parlé de faire payer Electrabel pour ces surprofits. En fait de pai-

ement, la somme est assez dérisoire par rapport aux fruits juteux de ce racket : l'Etat n'a imposé qu'un quart de milliard à Electrabel l'année passée.

## Il est temps de nationaliser l'énergie

Mestrallet, le patron de GDF-Suez montre qui dirige vraiment ce pays : ni les ministres et ni les parlementaires mais bien les multinationales capitalistes comme GDF-Suez. Il se moque aussi des promesses gouvernementales qui avaient jadis affirmé que la Belgique sortirait du nucléaire dès que possible. Le patron de GDF-Suez affirme que la Belgique "a les meilleures centrales nucléaires au monde" et que si la Belgique "décide de prolonger, nous regarderons si cette prolongation a du sens pour nous. Si on veut nous faire perdre de l'argent en Belgique, nous reverrons notre position. Mais nous souhaitons au contraire que les conditions soient réunies pour continuer d'investir". Mestrallet ne fait rien d'autre que de menacer de ne plus investir en Belgique. Mais si Monsieur Mestrallet ne veut plus investir en Belgique, laissons le secteur public gérer l'énergie. Nous pourrions alors avoir une énergie propre, renouvelable et meilleur marché qu'avec ce monopole privé !

Le racket et le chantage irresponsable de GDF-Suez démontre qu'il est temps de nationaliser l'énergie comme les autres secteurs clefs de l'économie et de placer la production et la distribution d'électricité sous le contrôle des travailleurs et de la population. Ainsi on pourrait connaître le coût réel de l'énergie, la rendre accessible à tous et assurer l'usage d'une production énergétique qui respecte vraiment l'environnement. ■

# Il se passe ici quelque chose de spécial!

**Quatrième mois d'occupation de la gare de Bressoux par les sans-papiers: interview de France Arets, porte-parole de CRACPE, animatrice du comité de soutien aux sans-papier de Liège et militante de la LCR.**

♦ propos recueillis par Denis Horman

**Denis Horman :** Le 18 juillet 2009, le gouvernement fédéral, légèrement remanié, approuvait une circulaire fixant une série de critères pour la régularisation de sans papiers. Après plus d'un an de tergiversations politiques, il concrétisait ainsi, d'une certaine manière, l'accord gouvernemental de mars 2008. Que pensez-vous de cet accord ?

**France Arets :** Tout d'abord, il ne s'agit pas d'une circulaire, mais d'une "instruction". C'est le gouvernement et en particulier le nouveau secrétaire d'Etat aux Migrations, le CDH Melchior Wathelet, qui va donner ses instructions à l'Office des Etrangers pour le traitement des dossiers. Il faut souligner qu'en l'absence d'une commission de régularisation, indépendante et permanente, revendication portée depuis des années, entres autres par l'UDEP-l'Union pour la défense des sans papiers et l'OSP, Organisation des sans Papiers- et les comités de soutien, un large pouvoir discrétionnaire est à nouveau laissé dans les mains du gouvernement, du secrétaire d'Etat et surtout de l'Office des Etrangers pour interpréter ce texte, accepter ou refuser les demandes de régularisation. En ce qui concerne "l'instruction" gouvernementale, nous considérons au sein de notre comité liégeois de soutien aux sans papiers, que celle-ci opère un "déverrouil-

lage" de la situation. C'est une avancée, une concrétisation partielle de l'accord gouvernemental de mars 2008, mais qui laisse la porte ouverte à de multiples interprétations restrictives du texte et qui est loin de résoudre la question de la régularisation des sans papiers.

D'abord sur l'avancée limitée. L'instruction reprend surtout deux nouveaux critères de fond pour l'introduction de demandes de régularisation, critères qui étaient déjà contenus dans l'accord gouvernemental de 2008. Le premier critère : la notion "d'ancrage local durable" pour les sans papiers. Ceux-ci devront fournir la preuve d'un séjour ininterrompu d'au moins 5 ans en Belgique, avec le tissage de liens sociaux, la connaissance d'une langue nationale, éventuellement la possession d'une qualification professionnelle et des tentatives crédibles entamées pour obtenir un permis de séjour légal. Le risque d'interprétation plus ou moins restrictive de ce premier critère pose déjà problème. En effet, comment des sans papiers pourront-ils témoigner de tentatives de demande de permis de séjour, alors qu'ils n'ont pas fait de démarches de peur d'être expulsés ? Et ce ne sont pas les patrons qui font travailler les sans papiers en noir, ni les marchands de sommeil qui vont fournir la preuve de séjour de ces personnes sur-exploitées ou logées dans des conditions dégradantes. Deuxième critère : la possibilité de régularisation par le travail. Il faut pour cela résider en Belgique depuis le 31 mars 2007 et introduire à l'Office des Etrangers une copie d'un contrat de travail. Le sans papier est placé dans un cercle vicieux : permis de travail et

autorisation de séjour sont liés. La preuve du contrat de travail devra être complétée par un avis positif des Régions, compétentes pour l'octroi du permis de travail B et sur base des législations en vigueur (examen du marché local de l'emploi, etc.). Toutes les Régions vont-elles collaborer ? Et, dans le contexte actuel de la crise économique, l'obligation d'obtenir un contrat de travail pour être régularisé ne pose-t-elle pas quelques problèmes ? Il faut ici signaler que l'accord gouvernemental de 2008 contenait la formule "promesse" de contrat de travail, au lieu "d'obligation".

D'autres critères se rapportent aux longues procédures et aux situations humanitaires, avec là aussi des notions plus ou moins précises. Ils concernent par exemple les familles avec enfants scolarisés en Belgique depuis 5 ans, ayant introduit une demande d'asile avant le 1er juillet 2007.

**DH :** Au-delà des critères déjà limités, aux contours flous et sujets à interprétations restrictives, tu estimes que cette "instruction" est loin de résoudre la question de la régularisation des sans papiers ?



**France Arets :** Il faut bien se rendre compte que c'est une opération "one shot", pour ce qui est des deux nouveaux critères dont j'ai parlé, avec une période de trois mois seulement pour l'introduction des dossiers, du 15 septembre au 15 décembre. Et les régularisations se feront comme d'habitude sur base individuelle. Une petite partie seulement des sans papiers est susceptible d'être régularisée. De par le fait déjà qu'il faut résider en Belgique depuis le 31 mars 2007 pour la régularisation par le travail. Les estimations pour le nombre de régularisations potentielles vont de 20 000 à 50 000 personnes. On est loin de résoudre le problème de l'ensemble des sans papiers en Belgique, estimé à quelque 150 000.

Faute de commission de régularisation, indépendante et permanente, situation qui laisse dans les mains du gouvernement, du secrétaire d'Etat aux migrations et in fine de l'Office des Etrangers la décision de régulariser ou non, il faut s'attendre à nouveau à ce que nombre de sans papiers hésitent à faire la demande de régularisation, craignant une réponse négative et l'avis d'expulsion. Alors qu'ils pourraient rentrer dans les critères avancés par l'instruction gouvernementale pour la régularisation, certains risquent de rester dans la clandestinité, surexploités en noir par des patrons sans scrupules et parqués dans des logements insalubres par des marchands de sommeil, avec des loyers exorbitants.

Le nouvel accord gouvernemental ne mentionne nulle part la proposition d'une commission de régularisation, alors que celui de mars 2008 prévoyait la mise à l'étude de cette commission.

**DH :** L'occupation de l'ancienne gare de Bressoux- Liège- par les sans papiers continue donc... ?

**France Arets :** L'occupation et la lutte continuent aux côtés de tous les sans papiers, ceux qui "rentrent dans les critères" et ceux qui devront encore attendre un nouveau changement de politique. Parmi les occupants de la gare, une  
b o n n e

partie ne rentre pas dans les critères du nouvel accord gouvernemental.

Le comité de soutien aux sans papiers de Liège va aider à préparer les dossiers individuels avec les sans papiers qui rentrent dans les critères pour la régularisation. Les occupants continuent l'action, à Liège ou ailleurs, pour la concrétisation de cette avancée, pour demander un élargissement des critères, pour la mise en place d'une commission de régularisation et surtout pour exiger, aux travers des occupations, des mobilisations, d'une lutte d'ensemble, un vrai changement de politique d'asile, d'immigration et de régularisation.

La nouvelle Ministre de l'Intérieur, Annemie Turtelboom, a tenu probablement à terminer en "beauté" comme Ministre aux migrations. Le 29 mai dernier, elle sortait une circulaire visant à améliorer l'identification des sans papiers en vue de renforcer la politique d'expulsion. Une circulaire taillée sur mesure : elle permet l'organisation d'enquêtes de voisinage à charge des bourgmestres et des chefs de corps de police pour rechercher les sans papiers. Appel est également lancé à la population pour collaborer et dénoncer !

Dans son nouveau poste, la Ministre de l'Intérieur aura toute la possibilité de mettre ses principes en application. Une raison supplémentaire de ne pas faiblir dans la solidarité et les mobilisations avec les sans papiers et d'exiger d'abord l'abrogation de cette sinistre circulaire.

Un recours au Conseil d'Etat a d'ailleurs été déposé à son encontre par le CIRE, la Ligue des Droits de l'Homme...

**DH :** Tu es connue et reconnue comme une militante de longue date, dans la solidarité avec les sans papiers, comme porte-parole du Collectif de résistance aux centres fermés, le CRACPE, et une des animatrices du comité de soutien aux sans papiers de Liège. Tu es également  
b i e n

connue comme militante d'une organisation politique, la LCR, Ligue Communiste révolutionnaire. Comment vois-tu et vis-tu ces deux dimensions de ton militantisme ?

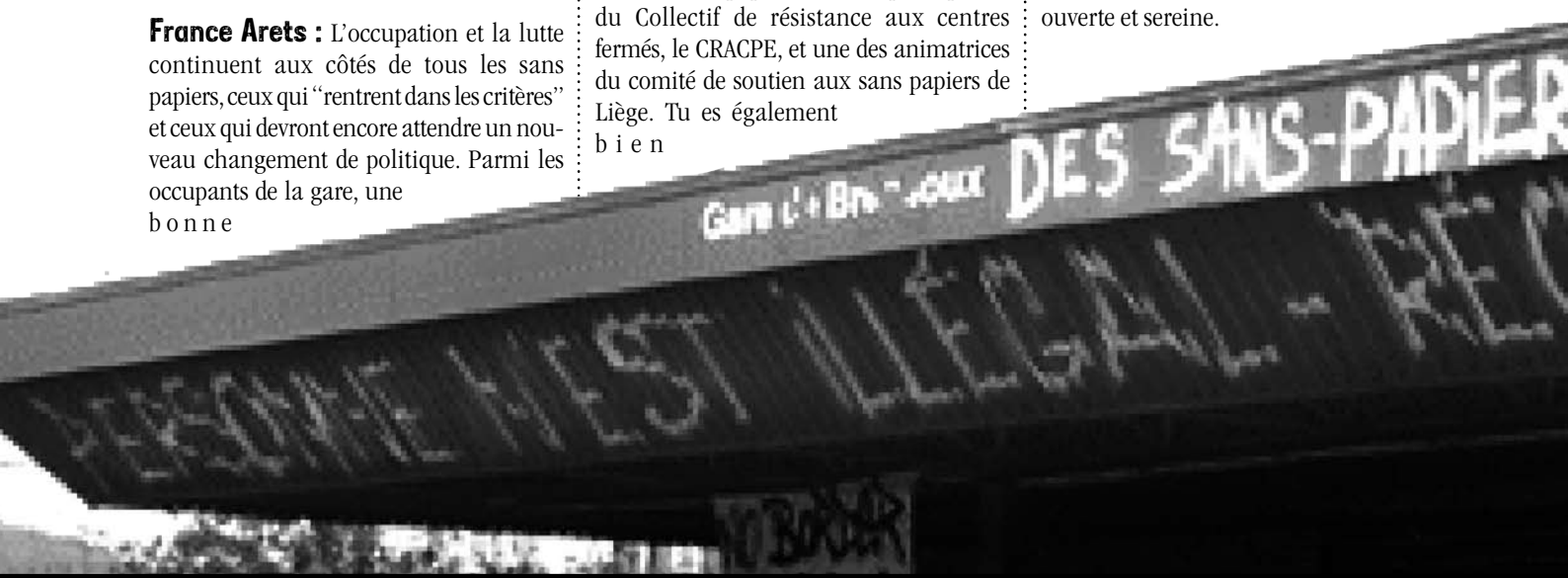
**France Arets :** Je les vis sans tension, comme deux démarches complémentaires, à des niveaux différents.

Les comités dans lesquels je milite, le comité de soutien aux sans papier de Liège ou encore le CRACPE, ce sont des regroupements les plus larges possibles, avec des personnes, des organisations qui se mettent ensemble, sur des objectifs communs, et pour aller le plus loin possible dans l'action, la lutte, la mobilisation pour une vraie politique d'immigration, d'accueil des sans papiers.

Par exemple, le comité de soutien des sans papiers de Liège milite sur un objectif commun : la régularisation des sans papiers. Pour certains, cela veut dire régularisation de tous les sans papiers, pour d'autres, il y a certaines réserves ou nuances. Le comité veut rassembler un maximum de personne, sans exclusives, pour arriver à une régularisation la plus large possible.

La suppression des centres fermés est un autre objectif porté par ces comités. Sur la question de la libre circulation, de l'ouverture des frontières, de la libre installation dans les pays de l'Union européenne, il y a des points de vue parfois différents, et qui sont en débat. L'OSP par exemple (l'Organisation des sans papiers) s'est prononcée pour "le droit de toute personne de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948).

L'important, c'est de ne pas figer les choses, de mener le débat de manière ouverte et sereine.



Cette question de la libre circulation renvoie à un débat sur "l'Europe forteresse" et l'ouverture des frontières au niveau de l'UE. Nous avons connaissance d'un dossier de l'UNESCO sur la faisabilité d'un monde sans frontières. C'est une belle occasion d'en débattre au sein du comité de soutien, et avec l'OSP et l'UDEP.

Comme militante de la LCR qui est un parti politique, j'adhère au programme de mon organisation sur la question des migrations et du droit d'asile. A ce propos, notre organisation politique lutte pour la régularisation de tous les sans papiers et la liberté de circulation et d'établissement pour tous. Je suis particulièrement sensible à un autre aspect de notre programme. La LCR dénonce l'exploitation par le système capitaliste des travailleurs clandestins, surexploités. Se battre pour la régularisation de tous les sans papiers, c'est se battre pour donner plus de droits à l'ensemble des travailleurs et améliorer le statut de chacun, parce que on ne pourra plus alors trouver des travailleurs taillables et corvéables à merci.

Partis et collectifs, mouvements sociaux, ce sont des fonctions et des démarches complémentaires. L'important, c'est la transparence, le débat ouvert et le respect de l'autonomie, du rôle de chacun. Tout en soulignant qu'il n'y pas nécessairement d'opposition, ni de contradictions entre les revendications portées par les uns et les autres.

**DH:** Revenons pour terminer sur l'occupation de la gare de Bressoux. Où en est-on ?

**France Arets :** L'occupation continue avec un lien étroit entre les occupants, l'OSP et le comité de soutien.

Ce qui est assez remarquable, c'est le soutien concret, matériel des autorités communales liégeoises et des différents échevinats à l'occupation. Cela s'est traduit par la signature d'une convention entre la Ville de Liège et la SNCB (propriétaire de la gare de Bressoux), engageant la responsabilité pleine et entière de la Ville pour la durée de l'occupation. Cette convention est effective depuis le 6 juin 2009 et doit prendre fin de plein droit sans tacite reconduction le 31 décembre 2009. La Ville, avec le concours de ses différents services, a effectué les travaux nécessaires pour une installation décente des occupants et leur logement : réparations d'usage notamment concernant l'électricité et les installations sanitaires, installation de douches, prise en charge financière de l'électricité et de l'eau par la Ville, etc. De plus, les services de police de la Ville ont permis aux occupants d'utiliser l'adresse de la gare comme adresse de référence pour leurs démarches administratives. Ils sont domiciliés à la gare.

Des animations (cinéma, ateliers, soirées musicales...) se tiennent sur place, avec un souci permanent : populariser l'occupation et ses objectifs.

Les occupants, parmi lesquels il y a des maçons, des soudeurs, des mécaniciens, des plombiers, des électriciens... et d'autres sans qualification souhaitent aujourd'hui bénéficier de formations. Avec l'appui du comité de soutien, des démarches sont entreprises vers l'Echevinat de l'Instruction Publique de la Ville pour discuter de formations accessibles aux sans papiers

Au moment où, à d'autres endroits les occupants sans papiers se voient expulsés et pourchassés, cette occupation révèle quelque chose de remarquable à plus d'un titre. Comme disent les occupants "nous nous accordons pour dire qu'il se passe ici quelque chose de spécial". Certes, cela ne tombe pas du ciel. Les expériences se sont accumulées, depuis des années, à travers les diverses occupations liégeoises (Eglise de Glain, l'Université au Val Benoit, église du Laveu, local de l'ULg, rue des Pitteurs), mais aussi la réquisition par des collectifs de bâtiments inoccupés comme la "Chauve Souris"... Il y a également le travail permanent de sensibilisation et de mobilisation porté, depuis tellement d'années déjà, par le comité de soutien liégeois aux sans papier et le CRACPE, le soutien politique de personnalités et d'organisations progressistes régionales, les initiatives d'organisations de la gauche radicale, parmi lesquelles, bien sûr, la LCR (ex-POS), tout cela a bien évidemment contribué à la mise sur pied de cette expérience particulière. ■

*Le comité de soutien regroupe des personnes et des associations, comme le CRACPE – collectif de résistance aux centres pour étrangers-, Point d'Appui, des "voisins" comme les membres de la paroisse du Laveu, les syndicats FGTB et CSC, des organisations comme Vie Féminine et les femmes prévoyantes Socialistes, des étudiants avec par exemple la Fédé de l'Université de Liège, des militant/e/s politiques de différentes tendances, CDH, PS, Ecolo, LCR, PSL, PTB, PC...*



# TECTEO



## TECTEO (ex-ALE, Association liégeoise d'électricité): attaque en règle contre les travailleurs et leur statut de service public

✦ par Denis Horman

L'intercommunale TECTEO regroupe aujourd'hui l'ancienne Association liégeoise d'électricité (ALE) et d'autres intercommunales en Wallonie. L'entreprise emploie près de 2000 travailleurs répartis sur 4 pôles dont les deux principaux sont RESA, le gestionnaire de réseau de distribution d'électricité dans 55 communes (en fait l'ex-ALE) et VOO, le fournisseur d'accès multimédia (internet, téléphonie, télédistribution...) qui compte 1,2 million de "clients".

Les actionnaires de TECTEO sont la Province de Liège (70%) et les communes pour le reste.

Le conseil d'administration de l'intercommunale est donc composé de mandataires publics du Parti socialiste essentiellement, mais également des trois autres partis (MR, CDH, Ecolo).

Le président de TECTEO, André Gilles, député provincial, et le directeur général, Stéphane Moreau, bourgmestre faisant fonction d'Ans, sont des multi-mandataires du PS. Stéphane Moreau a 28 mandats dont 10 sont rémunérés. Son salaire à TECTEO dépasse les 30 000 euros bruts par mois

Un plan d'économies de 22 millions d'euros.

Dans le réseau de distribution d'électricité, le chiffre d'affaire et les bénéfices ont chuté en 2008. La ristourne annuelle de TECTEO aux communes a diminué de moitié, passant de 26 millions d'euros à 13 millions, un coup

dur pour les finances communales. "Auparavant, la production, la distribution et la vente d'électricité étaient concentrées dans le même secteur, l'ex-ALE", précise Jean-Marie Kaddes, délégué principal de la CSC, services publis-Tecteo-Groupe. "Aujourd'hui, l'ex-ALE s'occupe seulement de la distribution de l'électricité, le poste qui rapporte le moins, mais qui reste un service indispensable à la population".

Alors, pour récupérer au minimum 13 millions d'euros pour les communes, la direction de TECTEO a placé le secteur distribution dans le collimateur. Elle a d'abord commandé un audit au bureau McKinsay, bien connu des travailleurs de la

une bonne gestion de l'intercommunale et un financement adéquat de celle-ci. Le rapport laissait même entendre, selon Jean-Marie Kaddes, que les travailleurs étaient productifs. Par contre le management marquait pas mal de déficiences.

Qu'à cela ne tienne ! La direction socialiste de l'entreprise veut aller plus loin encore dans les coupes sombres, en marquant sa volonté de récupérer 4,4 millions d'euros sur les acquis sociaux des travailleurs de l'ex-ALE. Dans la foulée du rapport Mac Kinsay, la direction de TECTEO impose aux organisations syndicales un texte repris sous le vocable de "règlement de travail". C'est une remise en cause totale du statut



sidérurgie et ailleurs, pour ses recommandations musclées. En juin dernier, sortait le rapport, prônant une économie annuelle de 20 millions d'euros et le dégageant de 229 travailleurs "excédentaires" sur les quelque 950 agents du secteur distribution d'électricité.

Le rapport soulignait toutefois que 18 à 19 millions pourraient être récupérés grâce à

ALE-Télédis pour les 950 agents en place, un outil pour imposer les rationalisations et les économies sur le dos du personnel. Suite à des actions syndicales, la direction socialiste accepte finalement, début juillet, de négocier avec le front commun syndical de Tecteo. Elle lâche un peu du lest sur quelques points et un préaccord est signé par les syndicats.



Toutefois, il est prévu dans le préaccord que les travailleurs pourront donner leur avis par un vote consultatif ! Le 11 août, les assemblées de la CSC et du SLFP (syndicat libéral) refusent à l'unanimité le règlement de travail. Ce qui force la délégation CGSP, mise sous pression par le PS, à rejeter à son tour ce règlement, avant la tenue d'une assemblée de ses affiliés. Malgré le rejet des trois organisations syndicales, le 13 août, le Conseil d'administration, à l'unanimité (PS, MR, CDH, Ecolo) approuve le règlement de travail, qui doit entrer en vigueur le 7 septembre 2009.

Une attaque en règle contre les travailleurs et leur statut d'agents d'un service public

Ce règlement de travail est une attaque en règle du statut des agents de service public, avec des coups très durs portés au pouvoir d'achat et à la sécurité d'emploi des travailleurs de l'intercommunale. Passage de 36h à 38h (payées 36h), soit une économie estimée à 2,8 millions d'euros ; suppression ou diminution de différents sortes de primes (prime participative, prime barémique, prime de mobilité, prime du 3ème âge pour les agents pensionnés, etc (économie estimée à 1,4 million d'euros) ; prépension à 58 ans supprimée dès 2010 ; le 13ème mois conditionné au résultat d'une évaluation ; l'introduction de nouveaux systèmes d'évaluation qui ouvrent la possibilité pour la direction de licencier tout travailleur, y compris les statutaires nommés, si ceux-ci reçoivent deux évaluations insuffisantes. Et cela sans tenir compte de l'ancienneté de l'agent ni de sa carrière. De plus, aucun recours externe n'est inscrit dans le règlement à propos de ces évaluations. C'est donc l'ouverture à l'arbitraire ; l'incertitude sur le sort réservé aux 229 travailleurs "excédentaires" ; fermeture quasiment décrétée de deux centres d'exploitation : Sprimont et Vinalmont.

Sur le plan salarial, les différentes mesures imposées par la direction vont entraîner une perte de plus ou moins 1200 euros par an et par agent, sans compter les 12 jours de travail non rémunérés (passage de 36h à 38, payées 36h).

### Le banc d'essai à TECTEO

"Si ces mesures sans précédent passent pour le secteur de la distribution d'électricité (ex-ALE), il ne fait aucun doute qu'elles s'appliqueront par la suite aux autres agents de TECTEO, aux autres intercommunales, et pourquoi pas à ce qui nous reste de services publics" tient à

préciser Jean-Marie Quaddes. On en a déjà un aperçu depuis quelques temps déjà à la Poste, avec le fameux plan Georoute. Et puis, quel précieux signal de la part de "responsables" socialistes pour des patrons du privé qui veulent en découdre avec les travailleurs !

Le 31 août dernier, les trois organisations syndicales de TECTEO, en front commun (CGSP-ADMI, CSC-SP et SLFP), adressaient une lettre au Directeur général de l'intercommunale, Stéphane Moreau. Cette lettre rappelait le rejet unanime du règlement de travail et exigeait la réouverture des négociations sur le plan d'économies imposé au personnel. Elle précisait : "Sans réouverture des négociations, le personnel réuni en assemblée à partir du 1er septembre décidera d'actions prenant effet dès ce jour et ce à durée illimitée".

Il faut bien constater que la mobilisation syndicale n'est pas à la hauteur de l'enjeu de ce conflit. La direction socialiste de l'intercommunale a les coudées franches (pour combien de temps encore !), soutenue par le Conseil d'administration (PS, MR, CDH, Ecolo) et l'aval tacite du PS. Elle n'hésite pas à jouer l'intimidation sur les affiliés de la CGSP. Le front commun syndical est lézardé : la CGSP-ADMI se contentant jusqu'à présent d'actions "symboliques", tandis que la CSC-SP-Tecteo, plus libre de ses mouvements par rapport au "politique", a mis en place un plan d'actions de grève reconductible.

La CSC SP (accompagnée également d'affiliés de la CGSP) a entamé des actions de sensibilisation auprès des communes affiliées à TECTEO. "Ce n'est facile", constate Jean-Marie Quaddes ; "les communes voient leur ristourne annuelle de TECTEO diminuer de façon drastique. Et de là à accepter que ce soient les travailleurs de l'entreprise qui paient cash de nouvelles rentrées financières... !"

Austérité budgétaire, coupes sombres dans les dépenses publiques, au niveau fédéral, régional, communal... "On épargnerait ceux qui ont été responsables de la crise et on ferait payer les gens ? Je suis clair, déclarait dernièrement dans un grand quotidien francophone, le président du PS, Elio Di Rupo : "avec moi, c'est non ! On ne va pas me faire chanter Ramona deux fois". Les agents de TECTEO attendent la concrétisation de ces propos musclés.

Ils attendent aussi, avant tout, la solidarité dans l'action des travailleurs/euses des

autres intercommunales, des Services publics, des usagers. "Les pertes d'emploi avec les démantèlement du secteur de distribution de l'électricité à TECTEO vont à coup sûr affecter la qualité du service rendu aux usagers", souligne Jean-Marie Quaddes. "Et ce n'est certainement pas la décision du Conseil d'administration de créer une filiale opérationnelle énergie avec la mise en œuvre de partenariats publics/privés qui va arranger les choses". ■



# Boycott Désinvestissement Sanctions contre Israël: le décollage !

## Une campagne internationale se met en route

❖ par Dominique Waroquiez

Durant cet été on peut dire que la campagne internationale BDS a fait à nouveau parler d'elle en Belgique... grâce à des dattes !

Des jours durant, divers groupes de personnes sensibilisées à la cause palestinienne ont mené plusieurs actions à Liège, à Verviers, et dans plusieurs communes de Bruxelles. Le but de l'opération : appeler au boycott des dattes des sociétés israéliennes Agrexco, Hadiklaïm ... et des plantations coloniales de la Vallée du Jourdain, alors que durant ce ramadan elles comptaient bien empocher comme d'habitude, et comme si de rien n'était, l'argent de l'apartheid.

A Bruxelles, pendant plus d'un mois et demi, habillées des désormais célèbres tee-shirts verts "Palestine vivra, boycott Israël" et pleines d'enthousiasme, les équipes de boycotteurs et boycottteuses ont déambulé régulièrement dans les rues, sur les marchés, invité, tantôt en arabe, tantôt en français ou en néerlandais ou même en turc, les clients et clientes à ne pas oublier Gaza, la colonisation et l'épuration ethnique qui continuent en Cisjordanie occupée... et à soutenir ainsi le peuple palestinien par la campagne de boycott désinvestissement sanctions (BDS).

### N'achetez pas de dattes israéliennes

Le premier lot de 40.000 tracts commandés à la Coordination Boycott Israël (COBI) ayant été rapidement épuisé et très bien accueilli, il a vite fallu en refaire et au total c'est le double qui a été distribué. Sur les

marchés à Bruxelles, mais aussi dans les autres localités beaucoup de gens nous remerciaient, nous encourageaient, nous félicitaient même ou nous tendaient les mains pour avoir l'info. Au fil de la campagne, de plus en plus de personnes se sont jointes à nous: "Si les politiques laissent faire, c'est à nous de bouger !".

A plusieurs reprises, les militants se sont rendus aux petites heures au marché matinal pour visiter les entrepôts, repérer les dattes à boycotter et les autres, photographier des étiquetages douteux, discuter avec les commerçants, rechercher avec eux des alternatives, conscientiser les transporteurs et les grossistes venus s'achalander. Appelée par des grossistes, la police nous a forcés à sortir et à rester dehors: privé !

### La campagne BDS prend de l'ampleur

Au début du mois d'août, certains ont essayé de nous faire taire et d'étouffer l'appel à la solidarité avec la résistance du peuple palestinien, en cassant ce mouvement naissant par toutes sortes de mesures.

Ainsi au Marché d'Anderlecht : alors que nous distribuions de manière pacifique des tracts à la sortie du métro - sur la voie publique - la police nous a menacés d'arrestation si nous ne partions pas immédiatement : interdiction de manifester et de distribuer des tracts. Point. Motifs signalés : aucun. La semaine précédente des sionistes étaient déjà venus nous interpeler, souvent en criant, suivant en cela une bonne vieille méthode, afin que la police interdise notre présence pour "trouble de l'ordre public" (sic)... Au marché du midi, même chan-

son. Le bourgmestre de St Gilles a aussi interdit nos actions, idem à Schaerbeek : pas de tee-shirts, pas de tracts. A Molenbeek, alors que l'action était autorisée, différents policiers ont exigé nos papiers d'identité à quelques minutes d'intervalle.

Le 16 août, un des militants, Nordine Saïdi (tête de liste de Egalité) a été arrêté, et emmené menotté par la police de la Zone Midi (Saint-Gilles, Anderlecht, Forest) sous prétexte d'avoir gêné "l'ordre public" en appelant au boycott. Il a été détenu pendant plusieurs heures et relâché après avoir été la cible d'injures racistes et de propos blessants et il a déposé plainte.

Bref, nous commençons à déranger... les sionistes, bien sûr, mais plus largement toutes celles et ceux que ne dérangent pas la poursuite de la colonisation, l'apartheid, l'occupation et la mort lente du peuple de Gaza. Chez les grossistes, près du quai du commerce, les discussions et les



N'OUBLIEZ PAS  
VERGEET NIET

# GAZA 2009



observations ont souvent été intéressantes. Certains nous ont avoué qu'ils boycottaient ces dattes depuis longtemps, et qu'ils allaient importer des dattes palestiniennes : question d'éthique. L'un des grossistes l'a fait. Quelques uns, par contre aurait préféré ne pas nous voir et surtout ne pas nous revoir : leurs entrepôts regorgeaient de dattes israéliennes King Salomon, Jordan River, Carmel ...ou encore de grosses dattes sans indication de l'origine ou sans emballage ...

Qu'à cela ne tienne, malgré les interdictions dans plusieurs communes, nous avons décidé de ne pas abandonner les actions, organisé un appel massif dans le quartier des grossistes Chicago et nous sommes allés encore plus nombreux à Anderlecht où la police finalement nous a laissé distribuer les tracts dattes avec les

tee-shirts boycott. Il faut dire que cette fois, des avocats s'étaient joints à nous. Et heureusement, après l'arrestation de Nordine, la presse nous a accordé de l'attention et par là-même de l'attention au boycott, enfin !!! Depuis des années, il était difficile d'obtenir une audience sur ce sujet. Pour ne citer que quelques exemples : un article dans Le Soir avec, cerise sur le gâteau : une photo des "tee-shirts verts" en action, des interviews radio aux heures d'écoute. C'est clair, le temps du boycott est venu. Et le travail ne manque pas : plusieurs actions

concernant les différentes formes de pression sont déjà en préparation tout près de chez vous : boycott (appel universitaire, appel académique, produits arrivant dans les magasins en plus grande quantités dès novembre), désinvestissement (actions Dexia le 3 octobre), sanctions ... Comme à l'époque contre l'apartheid en Afrique du Sud, certains envisagent déjà de nouvelles pistes d'action : match Bordeaux-Haïfa, marche pour entrer à pieds et en grand nombre dans Gaza ...

BDS motive de plus en plus de personnes (voir le récent Monde Diplomatique), le reste n'ayant réussi en rien à stopper Israël, vu l'impunité totale et le prestige dont il jouit. ■

*Infos prochaines actions BDS :  
dominicwa@yahoo.fr*



# Répression féroce contre les travailleurs

❖ par Guy Van Sinoy

Selon le rapport 2009 de la Confédération syndicale (CIS), une répression impitoyable sévit contre les militants syndicaux en Iran. Les travailleurs qui tentent de s'organiser pour défendre leurs droits face aux privatisations, aux ajustements structurels, aux bas salaires et aux arriérés de salaires impayés subissent violences, arrestations, détentions et condamnations à des peines de prison parfois prolongées, généralement dans la tristement célèbre section 209 de la prison d'Evin, réservée aux prisonniers politiques. De nombreux rapports font état de mauvais traitements de syndicalistes.

## Farzad Kamangar

Le 5 février 2008, Farzad Kamangar, enseignant et militant kurde, membre d'un syndicat, a été condamné à mort pour "atteinte à la sécurité nationale" à l'issue d'une audience secrète du tribunal révolutionnaire de Téhéran qui a duré tout au plus cinq minutes. Bien que la procédure des normes juridiques iraniennes n'ait pas été respectée, la Cour suprême a confirmé la condamnation à mort de Kamangar le 11 juillet 2008.

Aux quatre coins du monde, des syndicats et des organisations de défense des droits humains ont fait campagne pour exiger le réexamen du dossier, que la peine de mort soit commuée et que Kamangar bénéficie du droit de visite de sa famille et de son avocat. L'instituteur n'a finalement pas été exécuté et a pu rencontrer son avocat et des membres de sa famille en prison. Les rapports signalent, toutefois, qu'il est régulièrement torturé, qu'il souffre de douleurs aiguës et d'hypotension et qu'il est privé d'attention médicale.

## Répression contre les enseignants

Les manifestations des enseignants en 2007 ont été suivies d'une vague de persécutions, de détentions et de peines de prison contre les militants. Plus de 700 enseignants fichés au cours des manifestations ont subi des baisses salariales et des dizaines d'entre eux ont été licenciés. Le ministère de l'Intérieur a adopté un décret suspendant

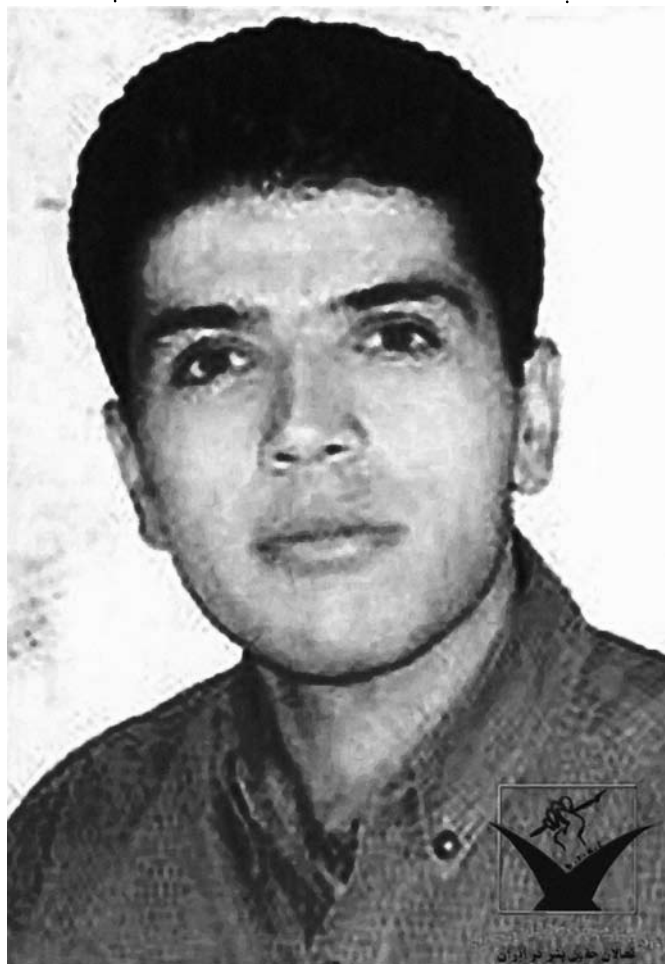
la participation à des rassemblements illégaux" et la "communication d'informations aux ennemis de la nation".

## Mansour Osanloo

Depuis juillet 2007, Mansour Osanloo, président du Syndicat de la compagnie d'autobus métropolitaine de Téhéran (Syndicate Sherkat-e Vahed), est en prison,

où il purge une peine de cinq ans pour "menace à la sécurité nationale" et "propagande contre l'État". Depuis sa création en 2005, ce syndicat affilié à la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) a été la cible de persécutions incessantes, y compris l'arrestation et le tabassage de ses membres. En dépit de la répression, le syndicat est parvenu à rallier le soutien de citoyens, d'ONG et même de plusieurs organisations des travailleurs. Mansour Osanloo a été reconnu comme prisonnier d'opinion par Amnesty International. En juin, une enquête du Comité de la liberté syndicale de l'OIT sur l'affaire Osanloo a confirmé qu'il a été condamné en représailles à ses activités syndicales. Au cours de l'année 2008, Osanloo a été constamment maltraité en prison, ce qui a provoqué de graves problèmes oculaires. Mansour Osanloo a subi trois interventions chirurgicales mais les recommandations de ses médecins concernant un permis de sortie pour pouvoir se

soumettre à une visite de contrôle indispensable ont été ignorées. Le 21 janvier 2008, le juge a rejeté la requête des médecins pour un permis de sortie de 45 jours, sauf paiement d'une caution additionnelle d'un milliard de toman (qui, à l'époque, équivalait à plus de 700.000 euros). Le 31 mai, quatre gardiens de prison ont escorté Osanloo, menottes aux poings, jusqu'à la salle d'opération. Le 2 novembre, Osanloo a dû



les activités du syndicat des enseignants ITTA (Iranian Teachers' Trade Association) qui avait fait sa demande d'affiliation auprès de l'Internationale de l'éducation (IE).

Le 2 janvier 2008, le tribunal révolutionnaire de Téhéran a condamné Mohammad Khaksari, du Conseil de l'ITTA, à un an de prison avec sursis. Parmi les chefs d'accusation portés à l'encontre de M. Khaksari figuraient, notamment, la "par-

se rendre à une visite médicale les fers aux pieds. Plus tard, il a été passé à tabac dans la prison et ses visites médicales ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre.

**Peines de prison pour des travailleurs de la compagnie de bus**

Ebrahim Madadi, adjoint du secrétaire général Mansour Osanloo, a, été incarcéré en décembre 2007. Il s'est vu condamner à trois ans et demi avec sursis, mais la peine a été mise en exécution le lendemain du jugement sans tenir compte du sursis ! A ce jour, il demeure incarcéré à la prison d'Evin. Le 7 octobre 2008, quatre autres membres du Syndicate Sherkat-e Vahed ont été condamnés à des peines de 6 à 14 mois avec sursis. Les chefs d'"atteinte à la sécurité nationale" incluent la participation à une grève en 2005, la distribution de tracts pour inciter d'autres travailleurs à se mettre en grève, la participation à un rassemblement "illégal" et la connaissance des activités "illicites" de Mansour Osanloo.

Gholamreza Gholamhosseini a passé près de trois mois derrière les barreaux de la prison d'Evin suite à sa participation à un événement marquant la Journée de la femme en Iran (cofinancé par le Syndicate Sherkat-e Vahed). Il a été libéré le 16 septembre, contre paiement d'une caution de 100 millions de tomans. (70.000 euros).

**Peines corporelles pour avoir participé aux activités du 1er Mai**

Les autorités ont tenté d'empêcher les célébrations du 1er Mai. Des rassemblements indépendants ont, néanmoins, eu lieu. Il y a eu de nombreuses arrestations à Téhéran, à Asalouyeh et dans la province du Kurdistan iranien. A Asalouyeh, deux membres du Syndicat libre des travailleurs de l'Iran ont été maintenus en détention jusqu'au 18 juin.

Le 12 août, à Sanandaj, quatre militants des droits des travailleurs, dont deux femmes, ont été condamnés à des peines de flagellation. Sousan Razani et Shiva Keriabadi ont été condamnées à 70 et à 15 coups de fouet respectivement. Les deux militantes ont également écopé de peines de prison de neuf mois et de trois ans avec sursis respectivement. Abdullah Khani a été condamné à 40 coups de fouet et 91 jours d'emprisonnement. Seyed Qaled Hussein a été condamné à 50 coups de fouet et six mois de prison.

**Les travailleurs du sucre s'organisent malgré la répression**

En janvier 2008, les travailleurs de la seule raffinerie de sucre en Iran, appartenant à la plantation sucrière des industries Haft Tapeh, dans la province de Khuzestan, ont recueilli 1.900 signatures en vue de la révocation du conseil du travail islamique et l'établissement d'une organisation syndicale indépendante. Leur action a été suivie d'interventions de la police, des forces de sécurité et des gardiens de la révolution.

Le 5 mai, les travailleurs se sont mis en grève pour protester contre le non-paiement des salaires. Des arrestations massives ont eu lieu et cinq organisateurs ont été cités devant le tribunal. La grève et une manifestation de masse des travailleurs ont culminé, le 16 juin, avec un rassemblement de 2.000 travailleurs, où l'assemblée constitutive du Syndicat des travailleurs de l'entreprise Haft Tapeh a été établie. Le 22 octobre, plus de 1.000 travailleurs ont bravé les harcèlements et les menaces de la direction en participant à l'élection des neuf membres du conseil exécutif du syndicat. Le Syndicate Haft Tapeh Complex est désormais affilié à l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA). Le 20 novembre, cinq membres du conseil exécutif du Syndicate Haft Tapeh (Jalil Ahmadi, Feridoun Nikofard, Ali Nejati, Ghorban Alipour et Mohammed Heydari Mehr) ont été cités à comparaître au tribunal révolutionnaire et accusés de "propagande contre le gouvernement".

**Mahmoud Salehi : libéré, il s'expose à de nouvelles poursuites**

Le 6 avril, Mahmoud Salehi, cofondateur du Syndicat des travailleurs des boulangeries à Saqez, a finalement été libéré de la prison de haute sécurité où il se trouvait incarcéré, à Sanandaj. La peine de prison à laquelle Salehi avait été condamné pour avoir organisé un rassemblement indépendant à l'occasion de la fête du

Premier mai en 2004 aurait dû toucher à sa fin le 23 mars. Tout juste six jours avant cette date, Salehi a été conduit au département de la Justice où il a été accusé de diffuser des messages de solidarité durant son incarcération, une charge qui justifierait son maintien en détention. Il a cependant réussi à obtenir la libération sous caution (équivalente à 43.000 dollars) le 6 avril 2008, assortie d'une peine de prison de trois ans avec sursis.

Plusieurs membres du Comité pour la défense de Mahmoud Salehi ont été appréhendés avant et après la libération du syndicaliste. Parmi ceux-ci, Khaled Hosseini a été condamné à 30 coups de fouet et 91 jours de prison, au terme d'une audience qui s'est tenue le 12 août.

**Violence policière dans l'usine de pneus Kian**

Le 9 avril 2008, les travailleurs de l'usine de pneus Kian, près de Chahandargeh, se sont mis en grève pour réclamer le paiement d'arriérés salariaux échus de longue date. Le 12 avril, des unités de police ont fracassé les portes de l'usine et ont franchi les murs d'enceinte. Une centaine de travailleurs ont été brutalisés à l'aide de matraques électriques et conduits vers des centres de



détention. Les familles des travailleurs sont restées sans nouvelles durant 36 heures. La plupart des travailleurs ont finalement été relâchés mais uniquement après avoir été soumis à des interrogatoires qui visaient à identifier les meneurs. Six pompiers qui avaient refusé d'utiliser leurs canons à eau contre les grévistes ont également été appréhendés. ■

# Un régime dictatorial profondément divisé

✦ par Babak Kia

Nous publions ci-dessous une partie de l'article écrit par un camarade iranien de la IVe Internationale, Babak Kia. L'article complet est paru dans Inprecor n° 551-552 (juillet-août 2009). Nous n'avons pas repris dans ce numéro de La Gauche la partie de l'article qui décrit en détail les mobilisations de juin dernier à Téhéran.

Le 13 juin 2009, à la faveur d'une fraude électorale de grande ampleur, le président sortant, Mahmoud Ahmadinejad, a été déclaré vainqueur dès le 1er tour, avec un score invraisemblable. Les chiffres officiels donnent dans 170 circonscriptions électorales une participation allant de 95 % à 140 %!

En soutenant Ahmadinejad bien avant le scrutin et en qualifiant sa réélection de "miracle divin", le Guide suprême Ali Khamenei vient de porter un coup important à sa propre fonction. Censé être le premier personnage de l'État, le Guide Suprême dirige en effet les organes clés du pouvoir : les forces armées - notamment le corps des Gardiens de la Révolution (Pas-daran) et les milices islamiques (Bassidjis) -, les médias d'État, l'appareil judiciaire et surveille le pouvoir exécutif. En menant un véritable coup d'État destiné à écarter du pouvoir les factions dites "réformatrice" et "pragmatique" proches des anciens présidents Khatami et Rafsandjani, Ahmadinejad et le "Guide Suprême" ont ouvert une crise au sommet du régime

## Dynamique des mobilisations populaires

Cette fracture béante au sommet de l'État a ouvert une brèche dans laquelle les aspirations démocratiques de la jeunesse, des femmes et des travailleurs iraniens se sont engouffrées. Dans un premier temps, les manifestations ont été centrées vers la dénonciation de la fraude électorale massive, ensuite elles ont progressivement remis en cause la République islamique dans son ensemble. Puis le slogan "Mort au dictateur!", adressé tant à Ahmadine-

jad qu'à Khamenei, s'est vite répandu.

Quand elles ont pu se dérouler, les manifestations à Téhéran ont débuté dans les quartiers populaires du sud de la ville et ont traversé la capitale vers le nord. La chaîne humaine que ses habitants ont tenté d'organiser le lundi 29 juin devait s'étendre sur douze kilomètres. Cette initiative, peu relatée par les médias, a été partiellement réussie et ce malgré les agressions des forces antiémeute.

Des appels à la grève, y compris à la grève générale, se sont multipliés mais leur extension s'est heurtée à la répression et à l'absence de droit syndical et de syndicat indépendant. A la pointe de ces initiatives, se sont retrouvés les salariés des entreprises et services les plus mobilisés ces dernières années, comme ceux de la compagnie de transport en commun de Téhéran (Sherkat-e Vahed) ou d'Iran Khodro (premier constructeur automobile du pays - 60 000 travailleurs), ceux de la santé ou encore les universitaires. Contrairement à une vision largement répandue en dehors de l'Iran par les supporters d'Ahmadinejad, la mobilisation sociale a rassemblé la jeunesse, les femmes et les travailleurs. Une des caractéristiques du mouvement actuel est que contrairement à celui de 1999, les étudiants ne sont pas les seuls à affronter le pouvoir.

La seule chance de la Mollaharchie est que l'opposition dite "réformatrice", représentée par Moussavi et Karroubi, voulait s'appuyer sur la vague de contestation populaire, tout en la cantonnant dans le cadre institutionnel actuel.



## Division des élites au pouvoir

Évènement rare, plusieurs grands ayatollahs comme Montazeri, Chirazi ou Zanjani ont exprimé leur inquiétude quant à la perte de légitimité du régime. Certains d'entre eux ont, comme le grand ayatollah Montazeri, soutenu les manifestants. Ceux qui connaissent le monde chiite savent que l'autorité religieuse et morale de ces grands ayatollahs est supérieure à celle du "guide".

La situation actuelle n'est que l'aboutissement d'un processus long et complexe qui s'est engagé au sein du régime pour une part, et dans la société iranienne d'autre part. Lors de l'usurpation de la Révolution de 1979 par l'ayatollah Khomeiny et l'instauration de la République islamique, un système institutionnel à deux têtes s'est mis en place. Ainsi, parallèlement à la nature théocratique du régime, il existe des institutions à caractère républicain. Or, il y a une tension permanente entre le pouvoir religieux qui "justifie" toujours ses actions par des "théorisations" religieuses et des institutions et fonctions "représentatives" (Parlement, Président de la République "issus de la souveraineté populaire"...). Depuis plus de dix ans, un débat profond, lié à l'aspect bicéphale du système politique iranien et à

la poussée des aspirations démocratiques et sociales de la population, traverse le clergé iranien. Certains dignitaires religieux, très minoritaires, défendent une déconnexion entre le religieux et le politique. Leur préoccupation part de la volonté de préserver l'Islam des aléas du pouvoir politique. Ces idées ont influencé certains cercles étudiants actifs. D'autres points de vue, portés au sein du sérail par Moussavi et Karoubi notamment, mettent l'accent sur la "souveraineté populaire".

Ahmadinejad quant à lui, inspiré par l'Ayatollah Mesbah Yazdi, considère que le gouvernement islamique doit être fondé sur les principes de la foi islamique. Ainsi, en 1998, l'ayatollah Mahdavi Kani n'hésitait pas à déclarer que "pour nous, chaque gouvernement dont le gouverneur est désigné et déterminé par Dieu est légitime même si la population ne l'accepte pas et, à l'inverse, chaque gouvernement

dont le gouverneur n'est pas désigné par Dieu est illégitime et usurpateur, même si la population l'accepte". Ces derniers ne parlent pas de République islamique mais bien de Gouvernement islamique.

La faction dite "pragmatique" incarnée par Rafsandjani, l'homme le plus riche d'Iran et réputé le plus corrompu, défend un positionnement intermédiaire, accordant la primauté au Guide tout en insistant sur la "participation populaire".

### Une tentative de se défaire du suffrage universel

La crise politique actuelle traduit la tentative du camp Khamenei-Ahmadinejad de se défaire du suffrage universel qui, jusqu'à ces élections, permettait aux différentes factions de se départager et de partager le pouvoir. Le clan Ahmadinejad entend aujourd'hui contrôler totalement l'appareil d'État ainsi que les moyens

économiques et financiers. Les théorisations autour du gouvernement islamique n'ont qu'une fonction : justifier la mainmise des Pasdaran et d'une partie du clergé sur les richesses du pays, durcir encore le régime afin de contenir la remontée des luttes sociales et démocratiques et éliminer du pouvoir toutes les autres factions.

A l'opposé, les "réformateurs", proches du secteur industriel privé, cherchent d'une part à ouvrir davantage le marché iranien aux investisseurs étrangers et d'autre part de casser certains monopoles d'État aux mains des Pasdaran. Partisans du libéralisme économique et de l'insertion renforcée de l'Iran dans la mondialisation capitaliste, les "réformateurs" se heurtent aux intérêts mafieux-bureaucratiques des Gardiens de la Révolution.

### Que représente Ahmadinejad ?

L'argument selon lequel Ahmadinejad



serait le représentant des couches défavorisées n'est étayé par aucun élément tant soit peu tangible. Comme le montrent de nombreuses enquêtes, sa victoire, lors des élections présidentielles de 2005, n'a pas été le résultat du vote des "laisés-pour-compte" comme on l'entend trop souvent, y compris dans la gauche occidentale. En comparant la carte électorale du vote en faveur d'Ahmadinejad en 2005 avec celle du taux de chômage, celle des régions les moins développées ou celle du monde rural on s'aperçoit vite que le score réalisé par Ahmadinejad y est médiocre. En fait, il a gagné en 2005 en s'appuyant sur le désenchantement populaire à l'égard des "réformateurs" et grâce au maillage territorial assuré par les Bassidjis et les Pasdaran.



La véritable base sociale d'Ahmadinejad est constituée des couches traditionnelles proches du Bazar qui jouent un rôle économique incontournable : les Bassidjis et leur famille, une partie de la haute bureaucratie d'État et toutes celles et ceux qui font partie des organisations civiles dirigées ou financées par les Pasdaran. Ces derniers soutiennent activement Ahmadinejad qui appartient d'ailleurs à ce corps d'élite. Ils contrôlent de nombreuses activités économiques et financières : du bâtiment aux activités de loisirs en passant par le secteur pétrolier, l'armement, et même la contrebande ou les réseaux de prostitution pour les pétromonarchies du Golfe. Par sa mainmise sur les Fondations - des organismes créés après 1979 pour gérer les biens du Shah qui avaient été expropriés - la direction des Pasdaran est l'un des acteurs majeurs de la vie économique. Ces Fondations sont de véritables holdings aux activités très diversifiées et font partie des sociétés les plus puissantes du Moyen-Orient. Véritable État dans l'État, elles

représentent plus de 40 % du PIB hors-revenu pétrolier et échappent au contrôle de l'administration et sont des vecteurs de la corruption et du clientélisme.

### Le premier mandat d'Ahmadinejad

Le premier mandat d'Ahmadinejad a été marqué par un plan massif de privatisations qui a bénéficié à ses proches, mais aussi par une hausse vertigineuse de l'inflation (30% par an) et par une forte remontée du chômage. L'utilisation clientéliste de la rente pétrolière (en ce domaine l'Iran n'est pas un cas à part), qui permet de s'assurer du soutien de certaines couches sociales paupérisées, n'a pas suffi. La dilapidation des revenus pétroliers, qui représentent 85 % des recettes d'exportation et 75% des recettes budgétaires, a empêché toute modernisation des infrastructures.

En l'absence de capacité de raffinage, l'Iran importe 40 % de sa consommation d'essence. Les salaires n'ont jamais autant été comprimés et ce malgré la hausse du prix du baril et des revenus pétroliers du pays. Pour obtenir le paiement de leur salaire les travailleurs du public comme du privé ont dû multiplier les mouvements de grève. A chaque fois, Ahmadinejad a répondu par la répression et les arrestations. Loin de briser la détermination des



travailleurs, la répression a eu pour conséquence une radicalisation accrue au sein de la jeunesse, des militantes féministes et de la classe ouvrière en générale.

Dans ce pays de près de 71,2 millions d'habitants, où les jeunes représentent 67,9 % de la population, l'absence de perspectives sociales et d'espaces de libertés représente un cocktail explosif pour le pouvoir. La corruption du clergé et des gardiens de la révolution, la violence politique, économique et sociale imposée par le régime des mollahs ont contribué

largement à la perte de légitimité de la République islamique. La séquence politique en cours avec le trucage des élections, le soutien du Guide à Ahmadinejad et la violence de la répression ont accentué les facteurs de refus de l'ordre en place.

### Construire un mouvement de solidarité international

Rejetée massivement dans sa dimension symbolique, idéologique, sociale et politique, la République islamique ne tient plus que par l'exercice de la violence. Les manifestations de masse montrent que la peur de dénoncer le régime dans son ensemble est tombée. Face à l'ampleur de la mobilisation les discours de Khamenei et d'Ahmadinejad ont tenté de faire appel au sentiment national des Iraniens. En dénonçant " le complot étranger ", le clan au pouvoir cherche à isoler les manifestants et à se laisser les mains libres pour une répression aveugle.

Évidemment, il ne faut pas d'être dupe. Les puissances impérialistes lorgnent depuis toujours sur les richesses du pays. Si elles pouvaient agir et installer un régime plus favorable à leurs intérêts elles le feraient. Il faut néanmoins noter qu'à ce stade, aucune puissance impérialiste ne propose de rupture diplomatique avec la République islamique. Quant à Obama, il poursuit sa " politique de main tendue ".

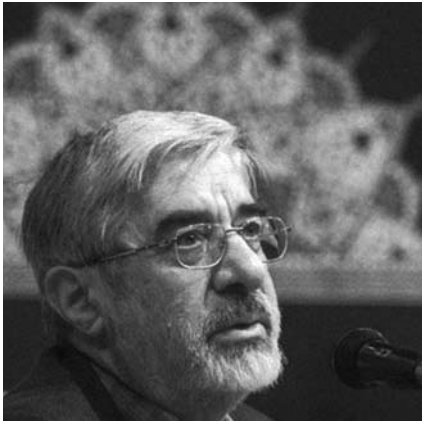
La meilleure façon de contrecarrer les projets impérialistes est, non pas de soutenir Ahmadinejad et consorts, mais bien de construire un mouvement de solidarité internationale avec le peuple iranien. Il serait aberrant d'analyser la crise ouverte aujourd'hui en Iran comme l'expression d'un complot impérialiste ou de comprendre les mobilisations contre la fraude électorale comme un soutien à une faction pro impérialiste, justifiant y compris la répression. Si le peuple iranien rejette toute ingérence impérialiste, il n'est pas disposé non plus à accepter plus longtemps un pouvoir théocratique réactionnaire, brutal et corrompu. Il a suffisamment de raisons pour descendre dans la rue.

La jeunesse, les femmes, les travailleurs ne cessent de lutter pour l'égalité, la justice sociale et pour des droits démocratiques. A l'image des positions prises par les militants de gauche iraniens, il est nécessaire de soutenir les mobilisations populaires, d'apporter un point d'appui à celles et ceux qui luttent en Iran et ce sans cautionner telle ou telle faction.



**“Anti-impérialisme des imbéciles”**

Certains dans la gauche internationale affirment que les millions de personnes (3 millions de manifestants dans les rues de Téhéran le 15 juin, selon les décomptes de la Mairie de Téhéran, proche d’Ahmadinejad), qui se sont opposées physiquement aux forces antiémeute et autres nervis du régime, sont manipulées par les États-Unis, Israël ou la Grande-Bretagne. Cette théorie du complot ignore les fondements réels de la crise qui relèvent avant



tout de facteurs internes. Elle ne tient pas compte non plus des conditions spécifiques de politisation dans un contexte où la dictature a démantelé toutes les organisations politiques et syndicales.

Ces positions empruntent une pente savonneuse - déjà explorée en d’autres temps et qui a fait de nombreux dégâts au sein du mouvement ouvrier international. La théorie qui consiste à penser que “ les ennemis de mes ennemis sont mes amis ” a amené certains secteurs militants à soutenir les crimes du stalinisme, voire à chercher des alliances contre-nature parfois même avec l’extrême droite. Plus proche de nous, il est impensable pour des militants anti-impérialistes et antisionistes de dénoncer l’État d’Israël en faisant quelques concessions que ce soit aux discours de type antisémite. Accréditer l’idée qu’Ahmadinejad est un dirigeant anti-impérialiste c’est oublier le rôle joué par le régime iranien dans la relative stabilisation de l’Irak.

Aujourd’hui, la République islamique d’Iran est un des soutiens du premier ministre irakien fantoche Al Maliki, installé par l’impérialisme états-unien. Elle participe, à l’invitation des États-Unis, aux conférences internationales concernant la stabilisation de l’Afghanistan. Quel est donc cet “ anti-impérialisme ” présumé qui collabore avec les forces d’occupation ?

L’administration états-unienne le sait, les dirigeants de la République islamique partagent tous la même position concernant le dossier du nucléaire. D’ailleurs en matière de politique étrangère, il n’y a pas de différences profondes entre les factions. Le premier mandat d’Ahmadinejad en ce domaine n’a pas été différent de celui de ses prédécesseurs. La politique extérieure de la République islamique est tout autant dictée par ses intérêts sur la scène régionale et internationale que par la nécessité du régime de souder sa base sociale autour d’un discours populiste aux accents nationalistes.

De l’affaire de la fatwa lancée par Khomeiny contre Salman Rushdie en passant par les discours d’Ahmadinejad



niant l’holocauste, à chaque fois que la République islamique a traversé une période difficile, ses dirigeants ont cherché à créer une tension sur le plan international afin de masquer la gravité de la crise. La virulence de Khomeiny durant les années 1980 à l’égard du “Grand Satan” et de son allié israélien n’a pas empêché la République islamique d’acheter des armes à l’impérialisme états-unien et de se les faire livrer par Israël. La vision selon laquelle une crise du pouvoir ou un changement de régime en Iran serait une défaite pour la résistance libanaise et palestinienne et ferait le jeu d’Israël relève d’un “anti-impérialisme des imbéciles”.

**Israël utilise le discours antisémite d’Ahmadinejad**

L’État d’Israël n’a rien à craindre des vociférations antisémites d’Ahmadinejad. Au contraire, les dirigeants israéliens se saisissent de l’émotion créée par les propos du président iranien pour justifier et accentuer leur politique coloniale contre le peuple palestinien. Il ne suffit pas de financer telle ou telle organisation de la résistance

palestinienne pour gagner des galons d’antisionisme ou d’anti-impérialisme, auquel cas bien des monarchies du golfe et des régimes arabes corrompus seraient à classer dans cette catégorie.

Qu’à cela ne tienne, un anti-impérialiste comme James Petras n’a pas hésité pas à dénoncer une pseudo coalition regroupant “les néo conservateurs, les conservateurs libertariens et les trotskystes” qui auraient “joint leur voix à celles des sionistes, saluant les protestataires de l’opposition iranienne, voulant y voir une avancée d’on ne sait trop quelle “révolution démocratique”. Sans dire un mot des contradictions à l’œuvre en Iran, sans dire un mot de la légitimité des mobilisations et des aspirations pour des droits démocratiques et sociaux, pour l’égalité entre les hommes et les femmes, James Petras et bien d’autres, se laissent malheureusement aveugler par les rodomontades grotesques d’Ahmadinejad.

Accentuant la confusion, les prises de positions d’Hugo Chavez en soutien à Ahmadinejad traduisent une approche de la construction des rapports de forces qui s’appuie davantage sur la diplomatie cynique des États que sur les mobilisations populaires. Elles renvoient fondamentalement à une conception étriquée où la maîtrise des cours de pétrole apparaît comme une arme économique stratégique dans la consolidation des positions acquises face à l’impérialisme, alors que la seule voie sérieuse et progressiste se trouve dans le développement des mobilisations populaires, sociales et démocratiques.

Pourtant nous le savons, l’anti-impérialisme conséquent doit se situer aux côtés des peuples qui luttent pour leur émancipation. Notre combat anti-impérialiste ne peut se dissocier du combat pour la justice sociale, pour la souveraineté des peuples et contre toutes les formes d’oppression et d’exploitation. La realpolitik et la dénonciation sélective ne doivent pas faire partie de nos grilles d’analyse et de nos méthodes de lutte. Ce sont les armes de la bourgeoisie. A ce titre il convient de saluer l’appel signé par bon nombre d’intellectuels-militants de gauche, qui de Daniel Bensaïd à Noam Chomsky ou Alain Badiou ont apporté un soutien franc au peuple iranien dans sa lutte contre la dictature et ce sans faire aucune concession aux puissances impérialistes. Le peuple iranien ne doit pas rester isolé. Il a besoin de notre solidarité ! ■

# La "NO FLY LIST": un nouvel instrument contre la liberté d'expression

❖ par Paul-Emile Dupret

Le 19 Août 2009, le jumbo d'Air France vol 438 qui effectuait le trajet Paris-Mexico sans escale s'est vu refuser de survoler le territoire des Etats-Unis. En conséquence il a dû changer d'itinéraire, piquer vers le Sud, contourner la Floride par les Caraïbes, ce qui a signifié une heure de vol supplémentaire.

Alors que nous volions au milieu de l'Atlantique, un membre de l'équipage est venu me voir pour me dire, au nom du capitaine, que ce changement de trajectoire, qui allait apparaître sur les écrans, était dû à ma présence à bord. Après le décollage ils avaient envoyé la liste des passagers aux autorités américaines qui ont répondu que je figurais sur leur liste noire, avec interdiction de survoler les Etats-Unis. La même situation s'était présentée quelques mois auparavant, avec M. Hernando Calvo, un journaliste du journal *Le Monde Diplomatique*. A cette occasion l'avion avait dû même faire escale à la Martinique pour se réapprovisionner en kérosène. Pour mon retour en Europe, Air France m'a imposé un autre itinéraire qui incluait une escale dans les Caraïbes.

Mes ennuis avec les autorités américaines ont commencé le 18 juillet 2004, - trois ans après le 11 septembre, sous l'administration Bush -, lors d'un transit à Miami qui n'aurait dû durer qu'une heure. Comme collaborateur du groupe GUE/GVN du Parlement européen j'accompagnais alors une délégation parlementaire qui revenait du Venezuela et du Nicaragua. Au poste de l'immigration à Miami, le douanier a trouvé suspect que mon passeport soit rempli de cachets de séjours en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Il a dès lors ordonné ma détention, et bien que j'aie montré mon accréditation au Parlement européen, et que j'aie expliqué qu'il

s'agissait de voyages réalisés dans le cadre de mon travail au Parlement européen (ACP, délégations AL,..., Forum Sociaux) il a décidé de me retenir. Durant les premières 5 heures de détention, divers policiers m'ont interrogé par intermittence, la plupart hispanophones. L'un d'eux m'a commenté qu'il était un ancien garde somoziste et a affirmé qu'il y en avait d'autres comme lui dans son service. Ils m'ont posé diverses questions sur mes voyages du type: "Etes-vous allés à Cuba ? Avez-vous parlé personnellement avec Fidel Castro ? Vous êtes allés au Venezuela, avez vous parlé personnellement avec Hugo Chavez ?..." Ensuite ils ont consulté l'internet et m'ont posé des questions sur des articles que j'ai écrit dans diverses revues. Après cela ils ont pris les empreintes de mes dix doigts, photographiés les iris, etc..., et ont inscrit un code sur la couverture de mon passeport, partie intérieure. Ils m'ont déclaré que si je souhaitais revenir aux Etats-Unis, je devais impérativement demander un visa.

Ensuite ils m'ont emmené dans une cellule dans le sous-sol de l'aéroport. 24 heures plus tard, ils m'ont emmené à l'avion Iberia en confiant mon passeport au pilote, pour qu'il le donne à la police espagnole. A Madrid j'ai été détenu par la police espagnole, et immédiatement relâché.

En Juillet 2007, je devais me rendre en Equateur, toujours pour mon travail au Parlement, pour conseiller les députés de mon groupe assistant à la réunion officielle d'EUROLAT qui se tenait à Quito et qui était organisée par le Parlement européen et les parlements régionaux d'Amérique latine. Y aller via les Etats-Unis coûtait moins cher et me permettait de savoir si les Etats-Unis allaient me délivrer un visa. J'ai demandé ce visa via le service du protocole du Parlement européen. L'ambassade a fait savoir aux fonctionnaires du protocole étonnés, qu'il

fallait que je vienne moi-même pour demander le visa. C'est la consule en personne qui s'est occupée de moi. Le 29 Juin 2007 elle m'a remis un formulaire libellé à mon nom sur lequel il est indiqué que mon visa de transit était refusé avec comme motif coché: "section 212(a)(3)(B): terrorist activities". J'ai demandé si on pouvait savoir de quelles activités terroristes il s'agissait, elle m'a dit que non. J'ai demandé s'il y avait un recours possible, elle m'a dit que non. J'ai demandé s'il y avait une limite de temps, et elle m'a également répondu par la négative. J'en ai informé ma hiérarchie de cette situation absurde, et j'ai voyagé à Quito par un vol direct.

Le 19 Août 2009 je devais me rendre à Mexico avec une délégation du groupe GUE/NGL pour y assister à la réunion du Forum de Sao Paolo. En achetant un billet Air-France Paris-Mexico, j'étais loin de me douter que ce vol serait dévié suite à ma présence à bord et que je figurais sur une liste des personnes ne pouvant même pas survoler les Etats-Unis à plus de 10.000 mètres...

Il s'agit là soit d'une erreur des autorités américaines, ou plus probablement d'un nouvel abus des mesures antiterroristes afin de réprimer la liberté d'expression, et plus généralement de frapper la gauche et le mouvement des droits de l'homme. Je travaille depuis 18 ans au Parlement européen pour le groupe GUE/NGL. En Belgique, en Amérique latine, en Afrique, et même aux Etats-Unis, beaucoup de personnes connaissent bien mes activités comme défenseur des droits de l'homme et comme militant de gauche, utilisant les divers instruments politiques à disposition pour agir de façon pacifique et démocratique. Je suis membre de divers collectifs de solidarité et de défense de droits de l'homme, notamment sur la Colombie.

Il est normal que dans le cadre de mon travail et dans ma vie militante j'ai maintes fois contribué à donner la parole à des victimes de politiques des Etats-Unis ou de leurs transnationales et j'ai écrit quelques articles dans ce sens, ou d'autres, notamment dans Le Monde Diplomatique, appuyant les nouveaux gouvernements de gauche d'Amérique latine et leurs politiques en faveur de la justice sociale

et l'intégration émancipatrice de leur continent. J'ai aussi participé à des documentaires sur l'invasion du Panama ou sur l'assassinat de syndicalistes ou leaders paysans en Colombie pour la télévision publique belge RTBF. J'ai participé à des manifestations contre la guerre en Irak, contre les politiques de la Monsanto, contre le renouvellement par les Pays-Bas, du bail d'une base militaire US à Aruba. Dans le cadre de mon travail au Parlement européen diverses auditions ont été organisées au cours desquelles des points de vue critiques sur les politiques des Etats-Unis ou de leurs transnationales américaines ont été exprimés, par exemple sur les lois Helms-Burton, sur le Plan Colombie, ou sur les abus de Coca-Cola en

Inde et en Colombie, etc...). Mais mon attention principale a toujours porté la nécessité de changer l'orientation de la politique internationale de l'Union européenne elle-même.

Le fait que mon nom soit stigmatisé dans les médias et présenté sur une liste de personnes présumées violentes, — quoique j' n'aie commis aucun délit ni aucune

action violente —, constitue un handicap bien entendu pour développer des activités professionnelles et militantes, et arrange bien les gouvernements que nous critiquons pour les violations massives des droits de l'homme. D'autres difficultés s'y ajoutent, notamment le fait de ne pas pouvoir voyager aux Etats-Unis, ni vers d'autres pays par des vols faisant escale ou même survolant un coin des Etats-Unis

Il faut s'interroger sur le fait que les autorités européennes aient négocié en 2007 avec les Etats-Unis un accord comportant des concessions purement unilatérales (comme le Panama en 1903...) qui ouvre toute grande la porte à de tels abus contre la liberté d'opinion et la liberté de circulation. Pourquoi de telles mesures sont-elles possibles contre des citoyens européens qui ont commis un "délict d'opinion", tandis

que de véritables criminels tels que Posada-Carriles, qui se vante d'avoir fait exploser un avion civil en plein vol, ou les tortionnaires de la prison d'Abou Ghabi ou de Guantanamo, qui ne sont pas inquiétés aux Etats-Unis, peuvent-ils voyager sans entraves en Europe ?

Il serait légitime d'attendre des autorités de la Belgique et de la France qu'elles réagissent et défendent dignement les droits d'expression et de circulation de leurs citoyens notamment en appliquant des mesures de réciprocité, face à de tels abus contre leurs nationaux. Il serait légitime d'attendre du coordinateur de la lutte antiterroriste de l'UE qu'il pose des questions aux autorités américaines sur la l'efficacité de leur lutte contre le terrorisme et sur la

raison pour laquelle des noms de personnes qui n'ont rien à voir avec le terrorisme y figurent.

Il serait bon de savoir aussi si cette politique du gouvernement Bush d'utilisation claire de la lutte contre le terrorisme à des fins de limitation des droits civils sera ou non poursuivie par l'administration du président Obama. ■

**WANTED**

**Luk Vervaeke**  
Enseignant en milieu carcéral,  
interdit d'exercice  
pour délict d'opinion

**Paul-Emile Dupret**  
Conseiller du groupe GUE-NGL  
au Parlement européen,  
interdit de survol des USA  
pour délict d'opinion

**Une Autre Gauche (UAG) et Égalité  
vous invitent à la conférence-débat:  
"La lutte contre le terrorisme  
et ses dérives :  
La criminalisation Made in USA  
de militants belges"**

Avec le soutien du CLEA, du Comité pour les droits humains en Colombie "Daniel Gallard", du Collectif "Venezuela 13 Avril", de declik, de la LCR, du Mouvement Citoyen Palestine, du Parti Communiste, du Parti Humaniste, du Partito Della Rifondazione Comunista (Belgique)...

**Mardi 22 septembre à 19 heures  
au Garcia Lorca,  
rue des Foulons 47/49 - 1000 Bruxelles**

**REWARD DEAD OR ALIVE**

# Interview de Joe Higgins, député européen du Socialist Party (Irlande)

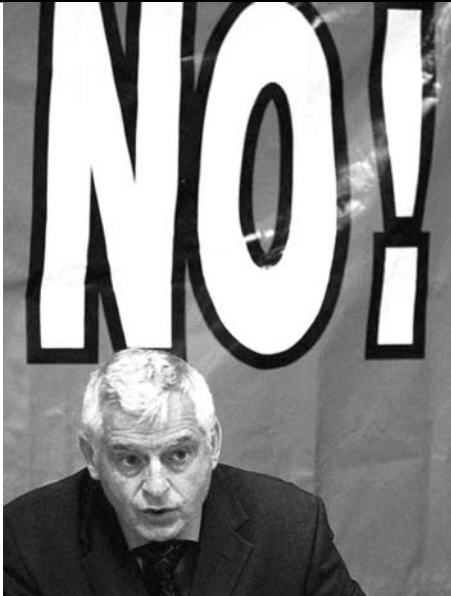
**"En tant que député européen, je suis aux côtés de tous les travailleurs qui luttent en Europe."**

♦ propos recueillis par David Dessers

Lors des élections européennes de juin 2009, la liste du Socialist Party (Irlande) emmenée par Joe Higgins à Dublin a récolté 12,5% des voix. Cela a permis à Higgins de décrocher un siège au Parlement européen. En juin 2008, les électeurs irlandais s'étaient prononcés, avec une majorité de 53%, contre le Traité de Lisbonne, la deuxième version de la Constitution européenne qui avait auparavant été rejetée par les électeurs en France et aux Pays-Bas. Higgins et son parti ont joué un rôle clé dans la campagne du NON. Cependant, les prochains jours seront encore fiévreux pour Higgins et la gauche en Irlande. En effet, le 2 octobre, un second référendum sera organisé en Irlande sur le même Traité de Lisbonne. Démocratie à la sauce irlandaise...

**David Dessers :** Comment est-ce possible d'organiser un référendum à deux reprises sur le même traité ?

**Joe Higgins :** En juin 2008, il est apparu qu'une majorité très claire des Irlandais étaient contre le Traité de Lisbonne. Le résultat du référendum a placé tous les secteurs de la classe dominante devant un grand problème. Les grandes entreprises étaient toutes gagnées au camp du OUI, entre autres parce qu'elles sont en faveur de plus de libéralisation et de privatisations. Les grands partis politiques sont tous, sans exception, pour une gestion néolibérale et sont donc pro Lisbonne. Le sommet de



l'armée est gagné à cette perspective parce que le Traité leur permettra de participer à la stratégie militaire européenne. En outre, la pression de l'élite économique internationale et de la Commission européenne est considérable pour remettre la question sur le tapis et rectifier « l'erreur » des électeurs irlandais de juin 2008. La pression de la classe dominante est telle que nous aurons maintenant un deuxième référendum sur quasi le même texte.

**DD :** Le nouveau référendum aura lieu le 2 octobre ?

**Joe Higgins :** En effet, et cela nous laisse peu de temps pour mener campagne pour le NON. Mon parti, le Socialist Party, mène très activement campagne et tâche d'expliquer aux travailleur/ses et aux chômeur/ses que le Traité de Lisbonne est directement dirigé contre leurs intérêts. Dans le camp opposé, la pression de l'establishment est à nouveau très forte, les médias, les grandes entreprises et la bureaucratie syndicale avertissent la population qu'une majorité en faveur du NON isolerait l'Irlande, que les investissements étrangers s'arrêteraient et que la population en paierait donc le prix.

On réveille ainsi les sentiments d'angoisse de la population irlandaise, d'autant plus que la crise économique dramatique a des conséquences pour la population laborieuse. Nous répondons que c'est précisément la politique néolibérale du capitalisme international qui a provoqué cette crise. Le Traité de Lisbonne déterminera quelle voie l'Union européenne va prendre pour les prochaines décennies et c'est pourquoi il importe particulièrement qu'aujourd'hui nous n'empruntions pas un chemin qui, en fin de compte, nous mènera à la casse sociale.

**DD :** Est-il exact que le gouvernement irlandais, après la défaite de juin 2008, a procédé à de petites adaptations afin de gagner le soutien de la population ?

**Joe Higgins :** Non, le gouvernement irlandais a demandé des pseudo garanties légales aux chefs d'Etats et de gouvernements européens. Cela sert uniquement à dissiper les inquiétudes auprès de la population irlandaise, mais ces garanties ne changent en aucune manière le Traité proprement dit. Ce second référendum porte exactement sur le même texte avec les mêmes perspectives. Les principales garanties légales portent sur des points que nous, à gauche, considérons comme mineurs, comme par exemple la question de l'avortement. Quand il s'agit des droits des travailleurs, les garanties légales répètent seulement que ce qui figure dans le Traité. C'est le même vin dans la même outre.

**DD :** Comment marche la campagne en faveur du NON ? En dehors de la gauche, y a-t-il des forces de droite qui militent pour le NON ?

**Joe Higgins :** En 2008, il y avait effectivement un groupe actif en faveur du NON, Libertas, sponsorisé par un homme d'affaires millionnaire. A côté de cela, il y avait aussi un certain nombre

d'organisations catholiques qui avaient choisi avec zèle le camp du NON. Il y avait d'autre part les organisations de gauche qui avaient mis sur pied leur propre campagne tout en collaborant dans une coalition large. Cette année, le groupe Libertas ne joue plus vraiment un rôle. Après que son fondateur ait frôlé un siège au Parlement européen, le groupe s'est quelque peu effondré. Il existe encore, il est vrai, quelques organisations catholiques qui font campagne, disons des groupes religieux de droite. La gauche, qui s'est par contre renforcée à la suite de la campagne de l'an dernier, mène encore cette année une vigoureuse campagne. Le fait que j'aie été élu au Parlement européen aide aussi évidemment. Le Socialist Party mène une vigoureuse campagne, mais nous collaborons avec les autres organisations de gauche ou antimilitaristes. Nous allons maintenant entamer la dernière phase de la campagne (l'interview a été recueillie le

2/9/09) et il est encore un peu trop tôt pour faire une estimation ou savoir si la gauche a pu dominer la campagne.

**DD :** Comment se positionne la population par rapport à ce second référendum. Est-ce que c'est socialement admis ?

**Joe Higgins :** Evidemment beaucoup de personnes sont en colère contre le gouvernement. Elles doivent à nouveau aller voter alors que l'an dernier une décision claire était sortie des urnes. Il y a encore pas mal de confusion autour de quelques éléments du Traité. C'est pourquoi il est important d'apporter le plus d'éclaircissements possible au cours des semaines à venir afin de pouvoir comptabiliser une nouvelle victoire du camp du NON. Mais comme je l'ai déjà dit, cela dépendra des dernières semaines de campagne. Il est aujourd'hui trop tôt pour affirmer quelque chose. Tout est encore possible.

**DD :** Comment vois-tu ton propre rôle, en tant que parlementaire européen, dans cette campagne ? Ton parti s'est-il nettement renforcé après la campagne précédente ?

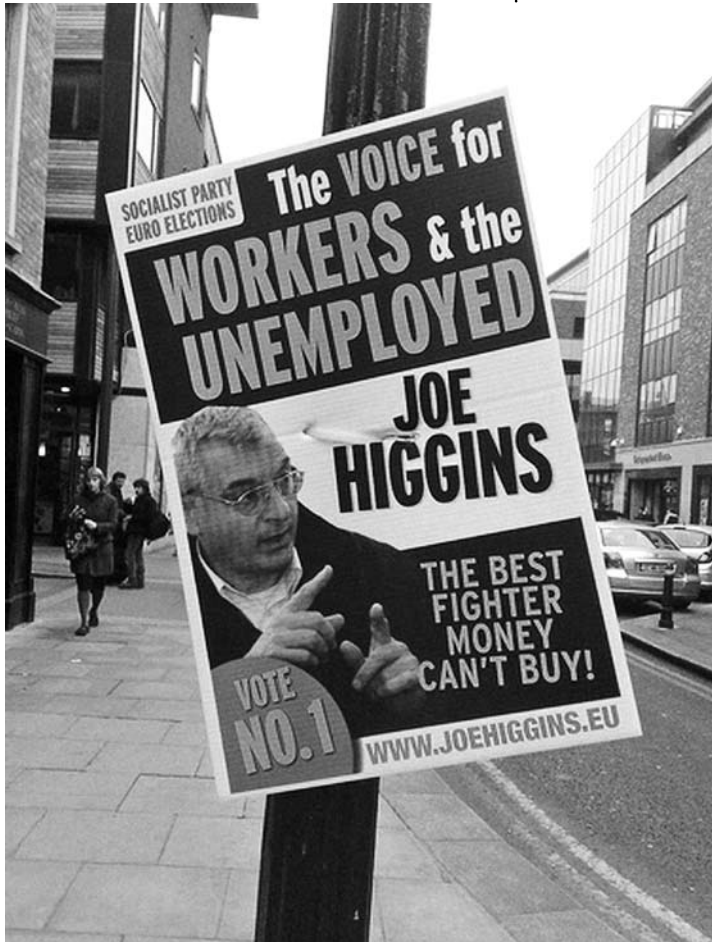
**Joe Higgins :** Le Socialist Party a mené une très forte campagne l'an dernier, en mettant l'accent sur la protection des droits des travailleurs et la sauvegarde des services publics. Nous allons tenter de refaire cela. Nous avons des affiches, des tracts, des meetings publics et des débats. Je participerai certainement personnellement à quelques-unes de ces activités publiques. A côté de cela, il y a les débats dans les médias, qui seront évidemment déterminants au cours des prochaines semaines. Nous tenterons à chaque fois d'envoyer au tapis les arguments de la droite et d'expliquer à la classe ouvrière pourquoi le Traité de Lisbonne va complètement à l'encontre de leurs intérêts. Il va de soit qu'en tant que parlementaire



européen j'aurais plus accès aux médias. Et nous en ferons donc usage.

**DD :** Que veux-tu faire au cours des prochaines années au Parlement européen?

**Joe Higgins :** L'Union européenne est dominée par la droite. Il existe, par exemple, une alliance cynique entre le Parti populaire européen, principalement composé de chrétiens-démocrates de droite, et la social-démocratie européenne. Ces deux blocs politiques se partagent la présidence



du Parlement européen et les combine pas mal de choses ? Au Parlement européen, il existe donc une large majorité de droite néolibérale dont, selon moi, la social-démocratie fait partie. La gauche est par contre très restreinte. C'est la raison pour laquelle je veux en premier lieu utiliser le parlement comme tribune pour m'adresser à toutes celles et ceux qui font partie de la classe ouvrière et, de cette tribune, répercuter leurs luttes et leurs revendications. Je n'ai pas la moindre illusion de faire changer d'avis la majorité de droite. Nous utilisons ce parlement comme tribune pour prêter attention aux mouvements de lutte, aux inquiétudes, aux grèves, en Irlande et ailleurs en Europe. Nous sommes clairement pour une Europe absolument différente,

une Europe socialiste au lieu d'une Europe capitaliste. En tant que député européen, je suis aux côtés de tous les travailleurs qui luttent en Europe.

**DD :** Peux-tu nous présenter ton parti, le Socialist Party?

**Joe Higgins :** Notre parti est la section irlandaise du Comité pour une Internationale ouvrière (le CIO, dont le PSL est la section belge). Nous sommes de manière constante partisans du socialisme, quelque soit le thème ou le problème immédiat soulevé. En outre nous nous attachons à ne jamais faire alliance avec la droite, sous quelque prétexte que ce soit, ni à participer à un gouvernement menant une politique néolibérale. Nous pensons qu'une véritable transformation socialiste de la société est la seule réponse valable à la crise capitaliste d'aujourd'hui et nous le disons ouvertement. Un tel bouleversement peut seulement se produire quand la majorité des travailleurs prend en mains le contrôle démocratique de la société. Nous établissons donc le lien entre la lutte quotidienne des tra-

vailleurs et la nécessité d'un changement radical de société. Nous participons aux luttes avec d'autres travailleurs et nous sommes aussi une véritable organisation de campagne. Nous menons donc des campagnes avec des travailleurs, des jeunes, des communautés, etc., mais nous mettons toujours en outre l'accent sur la nécessité d'un programme socialiste. En outre, nous défendons aussi l'idée qu'il faut un nouveau parti de masse des travailleurs. Le tournant à droite de la social-démocratie européenne a créé un espace pour de nouveaux partis qui défendent un véritable programme de gauche et qui sont beaucoup plus larges que les petits groupes actuels. Cela vaut pour l'Irlande mais aussi pour le reste

de l'Europe. La question est seulement quand on peut lancer de tels nouveaux partis. Il faut naturellement une base pour exister au sein de la classe ouvrière et cette base peut uniquement surgir de nouvelles expériences de luttes et de changements dans la conscience de classe. En d'autres mots, il ne sert donc à rien d'appeler soi-même à créer immédiatement un nouveau parti des travailleurs si la base pour celui-ci n'existe pas encore. Il faut disposer de forces sociales pour pouvoir faire de ces nouveaux partis une réalité.

**DD :** Aujourd'hui, vous êtes fort en Irlande. Est-ce là un signe pour un nouveau parti ?

**Joe Higgins :** Les récentes élections locales et européennes ont été particulièrement favorables au Socialist Party, mais pas seulement pour nous. D'autres groupes de gauche ont clairement fait un pas en avant. Est-ce que cela signifie que les conditions sont remplies pour faire le pas vers la fondation d'un nouveau parti ? Certainement pas pour le moment. Je pense sincèrement que les circonstances évoluent positivement vers une situation où cela pourrait devenir possible. On a besoin d'une très large participation des travailleurs actifs pour accoucher d'un tel parti. Mais entre-temps nous menons campagne contre le Traité de Lisbonne, nous soutenons les grèves et les luttes ouvrières, nous collaborons avec d'autres organisations de gauche et nous sommes ouverts pour d'autres développements. Fonder immédiatement un nouveau parti en Irlande serait cependant prématuré.

**DD :** Quoi qu'il en soit, l'Union européenne n'est-elle pas en crise profonde après la victoire du NON aux Pays-Bas et en France ?

**Joe Higgins :** Nous subissons aujourd'hui une grave crise économique qui entraîne toute l'Europe et ses gouvernements. Plusieurs gouvernements en Europe n'osent en général pas laisser s'exprimer leur propre population sur le Traité de Lisbonne parce qu'ils savent aussi que le Traité serait rejeté. On voit aujourd'hui en Europe un fossé étrange, mais qui va en s'agrandissant, entre la politique menée par les gouvernements et l'opinion générale dans la société. C'est pourquoi il est important que les travailleurs tentent de fonder leurs propres organisations de manière à pouvoir disposer d'un instrument pour infliger une défaite à ces gouvernements, à leur politique néolibérale et à la classe dominante. ■

# Livres

par Guy Van Sinoy

## Marx, mode d'emploi

Texte de Daniel Bensaïd

Dans les années 80, en pleine offensive néolibérale, le magazine Newsweek titrait triomphalement : Marx est mort. En octobre 2008, en pleine crise économique, le directeur des éditions allemandes Karl Dietz Verlag déclarait à la foire de Francfort que les livres de Karl Marx ne s'étaient jamais si bien vendus ! Mais qui fut Marx ? Qu'a-t-il vraiment dit ? Ce petit ouvrage

TEXTE DE DANIEL BENSAÏD DESSINS PAR CHARB

# MARX

[MODE D'EMPLOI]



offre une introduction ludique à sa pensée, sa vie, son œuvre. Bien entendu, l'œuvre de Marx n'est pas un livre de cuisine avec des recettes politiques toutes prêtes à l'emploi. Ainsi, sur la question du parti, Daniel Bensaïd expose que Marx et Engels étaient plutôt des intermittents du parti, c'est-à-dire partisans d'une conception où le parti se constitue dans les périodes de lutte et tend à se dissoudre dans les périodes reflux.

Une telle conception du parti semble fort éloignée de celle exposée en 1902 par Lénine dans Que faire?. Mais les conditions de 1902 - construire une fraction marxiste révolutionnaire dans une Internationale socialiste largement dominée par l'opportunisme et l'adaptation au capitalisme - étaient fondamentalement différentes de celles du vivant de Marx. Aujourd'hui, le défi de construire une alternative révolutionnaire - après le ralliement complet de la social-démocratie au capitalisme et le discrédit jeté le projet communiste par les ex-régimes staliniens de l'Est - se pose dans des conditions historiques entièrement nouvelles.

Comme l'a d'ailleurs écrit Marx, "L'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre", c'est-à-dire que les conditions économiques du problème déterminent la manière dont l'homme trouve ses solutions dans le cadre des relations réelles de la société. C'est pourquoi, pas plus que chez Marx ou chez Lénine, on ne trouvera de recettes toutes faites.

A la fois aide-mémoire, cours d'introduction et lecture récréative, Marx, mode d'emploi est une petite trousse à outil pour la pensée et pour l'action.

Daniel Bensaïd est professeur de philosophie et militant du Nouveau Parti Anticapitaliste, Charb est dessinateur et journaliste à Charlie Hebdo.

En vente à la Librairie La Brèche : 13 euros



## Du passé faisons table rase

Thierry Jonquet

Thierry Jonquet est mort à Paris à l'âge de 55 ans le 9 août dernier. Issu d'une famille ouvrière où le père était au Parti communiste, Thierry Jonquet milite d'abord à Lutte ouvrière à 14 ans, puis à la Ligue communiste révolutionnaire à 16 ans. Il travaille comme ergothérapeute dans un hospice de vieillards puis dans un hôpital psychiatrique. Tous ces éléments se retrouveront dans son œuvre littéraire où il met en scène la violence des rapports sociaux.

A partir de 1982 il publie à la fois des romans politiques (Du passé faisant table rase) et des romans noirs se déroulant dans des milieux marginaux (Mémoire en cage). La deuxième catégorie a peut-être été plus appréciée par la critique et par un large public. La Bête et la Belle (1985) sera ainsi publié par la fameuse Série Noire sous le numéro 2000.

Du passé faisons table rase paru lors de sa première édition sous le pseudonyme de Ramon Mercader (Pseudonyme de l'assassin de Trotsky) met en scène un secrétaire général du Parti communiste français - calqué à l'image de Georges Marchais - choisi et manoeuvré par le KGB, qui s'efforce de déjouer au moyen de meurtres systématiques des tentatives de chantage dont il pourrait faire l'objet.

"J'écris des romans noirs. Des intrigues où la haine, le désespoir se taillent la part du lion et n'en finissent plus de broyer de pauvres personnages auxquels je n'accorde aucune chance de salut" écrivait-il en 1998 dans Rouge c'est la vie, récit de son engagement militant.

Bibliographie de Thierry Jonquet: Mémoire en cage, Du passé faisons table rase, Mygale, Le Bal des débris, La Bête et la Belle, URSS go home, Le secret du Rabbin, Moloch, Les Orpailleurs, Le Manoir des immortelles, C'est toujours les p'tits qui trinquent, Rouge c'est la Vie, Ad Vitam Aeternam, Mon Vieux, La vie de la Mère, Ils sont votre épouvante et vous êtes leur crainte. ■



**CLIMATE JUSTICE NOW!**

# **A TRAIN FOR COPENHAGEN**

[www.climatetjusticesociale.be](http://www.climatetjusticesociale.be)

**In december 11-12-13th**

**For a socially fair and  
ecologically viable  
international agreement!**



Contact : [climatetrain@gmail.com](mailto:climatetrain@gmail.com)